

LA CHINE DE MAO

NOTRE DOSSIER PAGE 7 à 12

lutte **ouvrière**

**RENTRÉE
SCOLAIRE:**

tous les
problèmes
demeurent

P.5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 420 - 18 septembre 1976 - prix : 3 F



**FACE
AU PLAN
D'AUSTÉRITÉ**



**L'HEURE N'EST PAS
AUX MANŒUVRES TACTIQUES,
MAIS A LA RIPOSTE**

**les grandes manœuvres
de Kissinger en Afrique**

P.20

► EN FRANCE

- Page 4 :
— L'affaire Dassault - de Vathaire : les mystères d'un détournement.
— La situation actuelle en Guadeloupe.
Page 5 :
— Le déficit de la Sécurité sociale : ou comment l'Etat use et abuse de l'argent des travailleurs.
— Péage urbain : l'Etat escroque.
— La fête de l'Humanité : un vaste rassemblement populaire.
Page 6 :
— Une rentrée « dans l'ordre et la sérénité »... avec quelques bavures.
— Quand René Haby fabrique de faux dossiers...
— Accidents ou racisme ? Sept incendies d'hôtels à Paris en trois mois.
Page 16 :
— Nouvel accord sur le chômage partiel : une aumône.
— Fives-Cail - Babcock licencié : les syndicats laissent faire.
— Grève des bus à Nantes : on a voyagé gratis.
— Thomson-CSF (Levallois) ; SNCF Rouen-Sotteville.

► DANS LE MONDE

- Page 13 :
— Espagne : le projet de libéralisation de Suarez... et les grèves au Pays basque.
— Le Vietnam et l'ONU : les leçons d'humanité de Washington.
Page 14 :
— Portugal : le Parti Socialiste au gouvernement : discipline et austerité.
— Angleterre : des syndicalistes efficaces... dans la collaboration de classe.
— Il y a pirates et pirates.
— Cologne : l'hommage de l'extrême-droite à Pelper.
Page 15 :
— USA : la violence raciste s'amplifie.
— Liban : les dirigeants palestiniens sur le chemin de Damas.
— Irak : l'« arabisation » du Kurdistan.

► DOSSIER

- Pages 7 à 12 :
LA CHINE DE MAO
— Le bilan de vingt-sept ans de pouvoir.
— Du communisme au nationalisme.
— Vingt-sept ans de politique nationaliste.
— Où va la Chine ?

► DIVERS

- Page 17 :
— Livres : Garabombo l'invisible, de Manuel Scorza ; Le sixième jour, d'Andrée Chéhid ; Les ouvriers de Saint-Nazaire, de Nicolas Faucier.
Pages 18 et 19 :
— Films : Actes de Marusia, de Miguel Littin ; Barry Lyndon, de Stanley Kubrick ; Dix petits nègres, de Peter Collinson ; Grizzly, de W. Girdler.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Miterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON, PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

Plaidoyer pour les harkis ou pourquoi les révolutionnaires doivent-ils soutenir les revendications des Français musulmans

A première vue, pour un révolutionnaire, rien de plus simple : les musulmans d'Algérie, étant « compromis » avec les Français, n'ont que le sort qu'ils méritent.

« Mercenaires » de l'armée française, parqués dans des camps si ce n'est dans un ghetto matériel et moral, ils ne méritent guère la solidarité révolutionnaire, à peine une compassion furtive.

Ceci part d'une vision, il faut bien le concevoir, un peu sommaire d'une partie de l'histoire contemporaine. Le peuple algérien, certes, a été un exemple de l'exploitation scandaleuse dont a pu faire preuve un siècle de colonisation française. Mais affirmer mordicus qu'il s'est soulevé comme un seul homme contre la présence française (à part quelques traîtres patentés) c'est faire fi de la vérité, c'est oublier que pour chaque Algérien le problème a été un déchirant, un douloureux examen de conscience dont les effets se poursuivent jusqu'à ce jour. (...)

Aujourd'hui, nous avons sur les bras le symbole de cet échec franco-musulman de l'Histoire : les Français musulmans et leurs familles, leurs enfants. Symbole aussi de nos « élites » qui, après les avoir utilisés, les laissent entièrement à leur sort, victimes de brimades continuelles.

Sont-ils marqués d'une malédiction ? Devons-nous faire plaisir à la bourgeoisie pourrie jusqu'à la moelle et ne pas dénoncer leur situation immorale et injuste ? A Sanguinetti, Debré, Poniatowski et tutti quanti, qui ont vociféré maints serments patriotiques « Algérie Française » et qui à présent dorment tranquillement sans que leur sommeil soit altéré par le souvenir des victimes de leur politique ? Devons-nous laisser la gauche traditionnelle à son silence pudique sur ce problème ? Lorsque Georges Marchais proclame la Corse française, oublie-t-il le « Tous unis sous les plis du drapeau tricolore » de Maurice Thorez à Alger ? En quoi le peuple algérien était-il moins français que le peuple corse aujourd'hui ?

Et puis, même si la révolution algérienne a emporté notre adhésion enthousiaste, devons-nous pour autant couvrir tous ses excès et ses crimes ? L'acharnement avec lequel sont refoulés les Français musulmans, et dont l'opinion n'est guère informée, n'est-il pas suspect ? La faillite de l'économie algérienne (sur-industrialisation abusive, reprise des derniers avatars de la présence française avec le plan de Constantine et la politique des « mille villages », chômage galopant) ne trouve-t-elle pas un trop beau bouc émissaire en la personne des Français musulmans ?

Alors, camarades, un peu de courage. Les revendications des Français musulmans (le respect d'ailleurs des simples droits afférant à la personne humaine), leurs revendications sont les nôtres.

Libre circulation entre l'Algérie et la France (particulièrement des familles restées là-bas), reconnaissance des droits de Français à part entière pour tous ceux qui le désirent, vaste programme d'aide effective aux illettrés et déshérités ainsi qu'aux femmes, reconnaissance de la qualité d'anciens combattants à tous les anciens harkis... Oui, il faut œuvrer pour qu'éclate véritablement le scandale de cette situation.

Ce n'est pas œuvrer contre les relations franco-algériennes. En effet c'est couper l'herbe sous le pied aux apprentis sorciers d'extrême-droite — OAS et compagnie — et lutter efficacement contre le racisme. Seule une susceptibilité

nationale algérienne outrancière peut s'offusquer de notre projet. Nous œuvrons contre le racisme. Car qui oserait se proclamer Français et raciste si, au sein de notre pays, se trouve une forte communauté de plusieurs centaines de milliers de musulmans ? Or le racisme actuel est bien dirigé avant tout contre les « Arabes ». (...)

J.-M. W. (Mulhouse).

Nous ne sommes pas loin d'être d'accord avec les conclusions de notre correspondant, même si nous posons le problème un peu différemment. Le mode de pensée consistant à opposer les « traîtres » aux bons « patriotes » n'est pas, une « simplification excessive », du point de vue révolutionnaire.

C'est un point de vue nationaliste, qui n'a rien à voir avec celui des révolutionnaires socialistes. Et s'il est vrai qu'il est largement répandu dans toute une partie de l'extrême-gauche, cela témoigne simplement de la profonde influence de l'idéologie nationaliste petite-bourgeoise sur celle-ci.

Le vrai problème n'est pas de savoir si un certain nombre d'Algériens se sentaient ou se voulaient Français, et s'il y avait des raisons historiques à cela. Quelles qu'en aient été les raisons, le choix qu'ont fait les harkis était un choix exécrable, non pas parce qu'il les a amenés à tourner le dos à la mythique patrie algérienne des nationalistes, mais parce qu'il en a fait des instruments de l'impérialisme français cherchant par tous les moyens à perpétuer sa domination coloniale en Algérie.

Le vrai problème, c'est celui de l'attitude qui doit être celle du mouvement révolutionnaire par rapport aux travailleurs, aux petites gens, qui peuvent à un moment ou un autre se laisser tromper, voire même corrompre par l'ennemi de classe. Doit-il les considérer à tout jamais comme des adversaires, ou doit-il s'efforcer — en même temps qu'il les combat — de les gagner au camp de la révolution ?

La politique révolutionnaire socialiste ne consiste pas à diviser l'humanité, une fois pour toutes,

par une frontière au-delà de laquelle il n'y aurait que des ennemis irrécupérables. Elle consiste à essayer de gagner tous les exploités, y compris ceux qui propagent des idées réactionnaires, ou même qui se sont laissés utiliser par l'ennemi de classe. Elle consiste même à s'adresser à ceux des membres des classes dominantes qui sont prêts à faire passer les intérêts généraux de l'humanité avant leurs intérêts de classe. Elle consiste en un mot à s'adresser à ce qu'il y a de meilleur en chacun.

Le pouvoir des soviets ne serait sans doute jamais sorti victorieux de la guerre civile de 1918-1921 si, en même temps qu'il organisait au sein de l'Armée Rouge la partie la plus consciente et la plus dévouée des masses laborieuses russes, il ne s'était montré capable de désorganiser les armées blanches, en ralliant une partie des paysans qu'elles avaient, de gré ou de force, mobilisés, en laissant à tous la possibilité de rejoindre le camp des travailleurs.

Une telle politique n'est bien sûr possible que de la part de révolutionnaires socialistes, posant les problèmes en termes de classe et cherchant à unir l'ensemble des opprimés et des exploités contre les classes exploiteuses. Elle ne peut être celle de nationalistes. Et elle n'a pas été celle du FLN, dont la politique a au contraire repoussé un certain nombre d'Algériens (à commencer par les nationalistes rivaux du MNA) dans les bras de l'impérialisme français.

Mais il est vrai aussi que la gauche réformatrice française, complice de son propre impérialisme, était mal placée pour le lui reprocher, comme elle n'est pas dans la meilleure situation, aujourd'hui, pour reprocher au gouvernement Boumédiène sa politique par rapport aux anciens harkis.

En ce qui concerne ce qui se passe en France, il est clair que les révolutionnaires doivent se montrer solidaires de la lutte des anciens harkis pour échapper aux ghettos dans lesquels la bourgeoisie française les a parqués. Car il n'est que de voir dans quelles conditions vivent la grande majorité d'entre eux, pour se rendre compte qu'ils appartiennent — qu'ils en aient pris conscience ou pas — au camp des exploités et des opprimés.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel son, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BI 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Face au plan d'austérité : l'heure n'est pas aux manœuvres tactiques, mais à la riposte

Alors qu'à l'Elysée et à Matignon Giscard et Barre s'affairent depuis trois semaines à mettre au point toute une série de mesures destinées à faire supporter encore plus aux travailleurs le poids de la crise, on aurait pu espérer voir les grandes confédérations syndicales s'empresse d'organiser de leur côté, dans l'unité, la riposte massive et décidée de la classe ouvrière qui s'impose en cette rentrée. Mais visiblement, les choses ne prennent pas ce chemin-là.

Parmi les grandes confédérations syndicales, certaines ne sont même pas d'accord en paroles pour engager la lutte contre tous les aspects du plan d'austérité du gouvernement. C'est bien sûr le cas de FO qui, à son habitude, n'envisage pour toute défense des intérêts des travailleurs que la « concertation » avec les responsables du chômage et de la vie chère, et qui trouve satisfaisant que Barre ait promis de poursuivre la politique « contractuelle », c'est-à-dire celle de Chirac. Mais c'est aussi celui de la CFDT, qui ne vient d'accepter d'envisager une action commune avec la CGT que parce que celle-ci a accepté de faire passer au second plan le problème de « l'impôt-sécheresse », contre lequel Maire et ses amis ont refusé d'engager la lutte.

Ce sont b'en sûr de nobles raisons, les intérêts des travailleurs et même ceux des couches les plus défavorisées, que les dirigeants de la CFDT ont mises en avant pour justifier ce refus. Lutter contre tout impôt exceptionnel, ce serait — disaient-ils — défendre de la même manière les hauts et les bas salaires, alors que nous sommes pour la compression de la hiérarchie. « On ne peut pas défendre tout le monde », affirmaient-ils encore. Et dans le communiqué du 16 septembre, dans lequel elle répondait un « oui, mais » aux propositions de la CGT, la CFDT dénonçait encore « l'impasse que constituerait un simple front de refus de l'impôt ».

Mais cette manière de mettre en avant les intérêts des travailleurs les plus défavorisés ne fait que cacher de bien mauvaises raisons. Ce n'est pas la hiérarchie des salaires, pour aussi injustifiée qu'elle soit, qui menace le niveau de vie des travailleurs. C'est la crise du système capitaliste et la volonté bien arrêtée des patrons et des gouvernants à leur service de faire retomber les conséquences de cette crise sur la classe ouvrière. Alors, il ne s'agit pas de réduire le niveau de vie des cadres pour améliorer celui des travailleurs du rang. Il s'agit d'empêcher les patrons de s'en prendre au niveau de vie de ces travailleurs comme des cadres.

Le problème se pose d'ailleurs dans les mêmes termes en ce qui concerne les couches de la population laborieuse non salariées. Car ce ne sont pas non plus les petits paysans, les artisans ou les petits commerçants qui sont responsables de la vie chère et du chômage. Ce ne sont pas eux non plus qui profiteront du train de mesures gouvernemental. Ils en feront au contraire les frais, comme la classe ouvrière, pour le seul bénéfice des patrons et des banquiers.

Alors, dans ces conditions, s'abriter derrière une prétendue dénonciation de la hiérarchie des salaires

pour refuser d'engager la lutte contre l'impôt-sécheresse, c'est non seulement une manœuvre de diversion, c'est aussi créer un risque de division des salariés. Car non seulement on peut défendre, sinon « tout le monde », du moins toutes les couches de la population laborieuse auxquelles s'attaque le pouvoir, mais les organisations ouvrières se doivent même de montrer aux petits paysans, aux artisans et aux petits commerçants qu'elles ne sont pas leurs ennemis, bien au contraire. Elles se doivent de les appeler aussi à se battre, non seulement contre la politique des Giscard et des Barre, mais aussi contre le système capitaliste, dont tous les travailleurs — que ce soient les travailleurs des villes, des champs, des usines, des boutiques ou des échoppes — sont victimes.

La politique qui consiste à détourner la colère des travailleurs des vrais responsables de leurs maux — les grands capitalistes — en les opposant à d'autres couches de la population laborieuse n'est certes pas nouvelle. Ce fut celle que mena la gauche au pouvoir en France entre 1944 et 1947. Ce fut celle que mena l'Unité populaire au Chili, et qui mena au résultat que l'on sait. Ce sera sans doute celle que mènera demain Mitterrand, s'il parvient à la tête du gouvernement. Et c'est sans doute de cela que la CFDT — qui s'est accrochée au char du Parti Socialiste — nous donne un avant-goût.

La CGT quant à elle avait raison d'affirmer que la lutte contre l'impôt-sécheresse est inséparable de la lutte contre l'ensemble des mesures que prépare le gouvernement. Mais est-elle pour autant vraiment décidée à engager cette lutte ? On ne peut qu'en douter, quand on voit avec quel soin ses dirigeants sont restés dans le vague, à propos des formes d'action qu'il faudrait envisager pour faire reculer le gouvernement.

C'est qu'en fait, pour les dirigeants de la CGT (et du PCF), il s'agit surtout de faire semblant de faire quelque chose, pour satisfaire les travailleurs qui leur font confiance, comme pour montrer au patronat, au gouvernement... et à leurs alliés du Parti Socialiste et de la CFDT, qu'ils bénéficient de la confiance des travailleurs. De ce point de vue, la querelle CGT-CFDT du début septembre, qui s'est terminée par un ralliement du bout des lèvres de la CFDT aux propositions de la CGT, est un succès pour celle-ci.

Mais est-ce un succès pour les travailleurs ? Ce n'en sera un que si les actions annoncées maintenant par la CGT et la CFDT contre la politique d'austérité du gouvernement débouchent sur une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Or, pour le moment, on en est resté aux phrases vagues, et ce qui sera décidé par les dirigeants des deux principales centrales syndicales du pays, dans le secret des bureaux confédéraux, en fonction des considérations tactiques des uns et des autres, a bien peu de chances d'être à la hauteur des exigences de l'heure.

Alors, il ne faut pas se faire d'illusions. Les actions annoncées par la CGT et la CFDT n'auront de lendemain que si les travailleurs font entendre haut et clair leur voix et leur exigence de voir les confédérations syndicales auxquelles ils font confiance engager la lutte qui s'impose, pour rentrer dans la gorge des Giscard et des Barre leur plan d'austérité.

**Vendredi
24 septembre
à 20 h 30**

PALAIS DE LA MUTUALITE
24, rue Saint-Victor - Paris (5^e)
Métro Maubert-Mutualité

**Meeting de
Lutte Ouvrière :
De la crise écono-
mique à la crise du
gouvernement :
quelles perspec-
tives pour
les travailleurs ?**

LA CHASSE EST OUVERTE AU SEIN DE LA MAJORITÉ

Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour voir Chirac sortir de sa réserve, après sa démission du poste de Premier ministre.

Le voilà donc reparti à l'assaut, et sans ménagement. Dans son appel « du 15 septembre », il invite ses fidèles de l'UDR au « rassemblement », rien moins !

Sans craindre la grandiloquence, il invite la majorité, mais essentiellement les gaullistes, à la bataille contre la gauche. Mais en fait de rassemblement, il s'agit plutôt de rameuter, face aux autres partis de la majorité, et en particulier face aux Républicains Indépendants de Giscard, les godillots gaullistes. En fait de bataille, il s'agit tout autant d'une bataille au sein de la majorité que d'une mobilisation contre l'opposition.

Il y a trois mois, Giscard avait senten-

cieusement déclaré que la majorité n'entendait pas engager la campagne électorale deux ans à l'avance. Mais tous les gestes et les propos des hommes de la majorité sont imprégnés par des préoccupations électoralistes. Et cela se voit !

A commencer par ceux de Chirac qui, maintenant qu'il n'est plus au gouvernement, dispose d'une liberté de manœuvre plus grande et qui en profite aujourd'hui pour prendre de vitesse ses partenaires. Il ne s'agit pas seulement pour lui de placer l'UDR en meilleure posture dans la bataille des législatives, mais surtout d'occuper le terrain, à titre personnel, au cas où l'on aurait besoin d'un homme politique de droite, énergique et dynamique, « en réserve de la République », « prêt à assumer un destin national », selon les formules consacrées.

A sa suite, l'UDR emboîte le pas. Le président du groupe parlementaire déclare qu'il n'y a rien dans les propos de Chirac qu'il ne puisse approuver. Guichard, commentant l'initiative de l'ex-Premier ministre, trouve « que personne ne peut y trouver à redire »... mais reste ministre d'Etat, car il ne s'agit pas de mettre tous les œufs gaullistes dans le même panier. Quant aux partenaires RI et centristes, ils morigènent le fougueux Corrèzien. Même Giscard se lance dans la bataille et y va de sa petite phrase, disant qu'« enfin » on allait pouvoir s'attaquer aux « vrais problèmes ». Allusion perfide à l'action passée de Chirac, ou début d'autocritique de la part du président de la République ? On s'interroge. Mais une chose est certaine, c'est que la chasse est ouverte, au sein de la majorité.



Marcel Dassault, cet homme pour qui 800 millions, ça se vo'e et ça se retrouve...

Les mystères d'un détournement

Jour après jour, l'affaire de Vathaire devient à la fois plus brumeuse et plus lumineuse. Plus on apprend de choses — et on finit par en apprendre, malgré Dassault — et plus on se pose de questions.

C'est donc début juillet que le comptable a levé le pied avec 800 millions prélevés sur un des comptes personnels de Dassault et les photocopies d'un dossier sur les irrégularités de certaines affaires. C'est dans la foulée que plainte a été déposée et recherches entreprises, le tout dans la plus grande discrétion. La même étonnante discrétion préside au retrait de la plainte à la suite de tractations tout aussi discrètes, dont on ne sait si elles mettent en jeu Dassault, la police, quelques hauts fonctionnaires, les milieux d'extrême-droite, ou tous à la fois.

Et puis brusquement, début septembre, l'affaire éclate à la Une de *France-Soir*, renseigné par le hasard d'une dénonciation anonyme. Impossible de nier. Dassault joue les superbes. Il dit en substance : « On n'accable pas un homme qui vous a servi honnêtement et loyalement pendant vingt ans. J'ai retiré la plainte à la demande de la famille, pour ne pas pousser le malheureux égaré au pire (sous-entendu le suicide). Et puis, après tout, qu'est-ce que 800 millions ? J'ai perdu beaucoup plus pendant la guerre, quand je suis allé en camp... ».

Malheureusement pour lui, voilà de Vathaire qui reparaît, bronzé, souriant. Il rentre de vacances et se constitue prisonnier. Les 800 millions et le dossier lui ont été dérobés par Jean Kay, cet individu d'extrême-droite,

mercenaire - trafiquant, que la presse tient à présenter comme un « idéaliste » !

Et Jean Kay lui-même fait savoir par téléphone qu'il tient à s'expliquer et que l'argent est au Liban, du côté des Phalanges d'extrême-droite, bien sûr.

La tranquille assurance des deux auteurs du vol semble prouver qu'ils ont de bons moyens — et discrets — de se défendre. Ils en ont eu par rapport à Dassault, puisqu'il a retiré sa plainte. En ont-ils par rapport à la justice ou à la haute administration française ? C'est la suite de l'affaire, ou plutôt la poursuite qui le montrera, a posteriori.

En attendant on dévoile, on feint de dévoiler ce qu'il y aurait dans le dossier volé : des photocopies attestant que Dassault a aidé la campagne de Chi-

rac ; des preuves que le même Dassault a fraudé le fisc.

Les révélations ne font peut-être que commencer. Les milieux politiques font remarquer que ce scandale, qui écabousse indirectement Chirac, vient opportunément, juste après sa démission. Il est certes possible que la révélation publique de ce scandale fasse partie de ces coups bas que les hommes politiques de la bourgeoisie se portent entre eux.

En tout cas, bien au-delà de Chirac ou même de Dassault qui étaient peut-être visés, ceux qui sont atteints ce sont les hommes publics de cette bourgeoisie qui vit dans l'ombre de l'Etat, reçoit ses subsides, s'attache ses hauts fonctionnaires, verse généreusement aux campagnes électorales dans les caisses des partis en place et peut sans trop broncher perdre 800 millions ! Car Dassault n'est pas une exception. Ses mœurs sont celles des autres capitalistes. Quand la firme Citroën reçoit des millions pour céder un terrain qu'elle avait reçu gratuitement de la ville de Paris, quand l'empire de Wendel reçoit des milliards pour construire Fos-sur-Mer, un complexe sidérurgique dont on sait qu'il n'est pas adapté aux besoins, que font-ils d'autre que de profiter de leurs relations avec le gouvernement et l'appareil d'Etat pour accroître leurs bénéfices et leur pillage ?

Ce vol manifeste, cette corruption légale, ce grouillement de panier de crabes, c'est l'image de ce qui se passe dans les hautes sphères du monde capitaliste et de l'Etat à leur service.

Il faut le savoir, au moment où le gouvernement demande aux travailleurs des sacrifices et un effort national pour l'austérité !

L'austérité, a'lez plutôt la demander à Dassault et aux siens ! Les travailleurs ne doivent pas payer.

Colette BERNARD.

IL Y A DES COUPS DE PIED AU C... QUI SE PERDENT

Dans une tribune publiée par *France-Soir* le jeudi 16 septembre 1976, Serge Dassault, le fils à son papa, écrit au Premier ministre pour donner l'avis d'un « simple chef d'entreprise » sur « le grave problème de l'inflation ».

Un bien brave homme, ce M. Serge Dassault. Un bon Français, simple chef d'entreprise et sans doute bon père de famille. Son simple avis se résume à ceci : « Il faut associer liberté et vérité des prix au blocage des salaires pendant six mois ». En effet, écrit-il sans rire, « chacun de-

vrait comprendre que, plus le taux de l'inflation est élevé, moins il faut augmenter les salaires ». Ce raisonnement sans faille est assorti d'imprécations contre la « révolution sociale - communiste » et « l'idéologie ».

On a reconnu au passage le style de *l'Aurore*. Eh bien, il y a des gens qui ne manquent pas de culot ! En plein scandale de Vathaire, en plein grenouillage de droite et d'extrême-droite, le fils du monsieur qui vend des Mirages à l'Etat et qui reçoit bon an mal an sa bonne part de

milliards, accuse les travailleurs d'être à la source de l'inflation et veut bloquer les salaires !

Serge Dassault n'a pas seulement perdu une bonne occasion de se taire. Il a fait la démonstration accablante de son imbécillité.

Au fait, combien de temps faudra-t-il bloquer les salaires des ouvriers des usines Dassault, pour permettre à la famille de récupérer les 800 millions « confiés » au mercenaire Jean Kay ?

C.B.

La situation actuelle en Guadeloupe

Samedi 11 septembre, le journal trotskyste antillais *Combat Ouvrier* a tenu à Paris une conférence de presse sur la situation en Guadeloupe, un mois après l'évacuation de 72 000 personnes de la région de Basse-Terre.

Un camarade arrivant de Guadeloupe a dénoncé les conditions d'hébergement plus que précaires des familles les plus pauvres, souvent entassées à trente et même quarante personnes dans les salles de classe des écoles, où voisinent parfois femmes enceintes et malades.

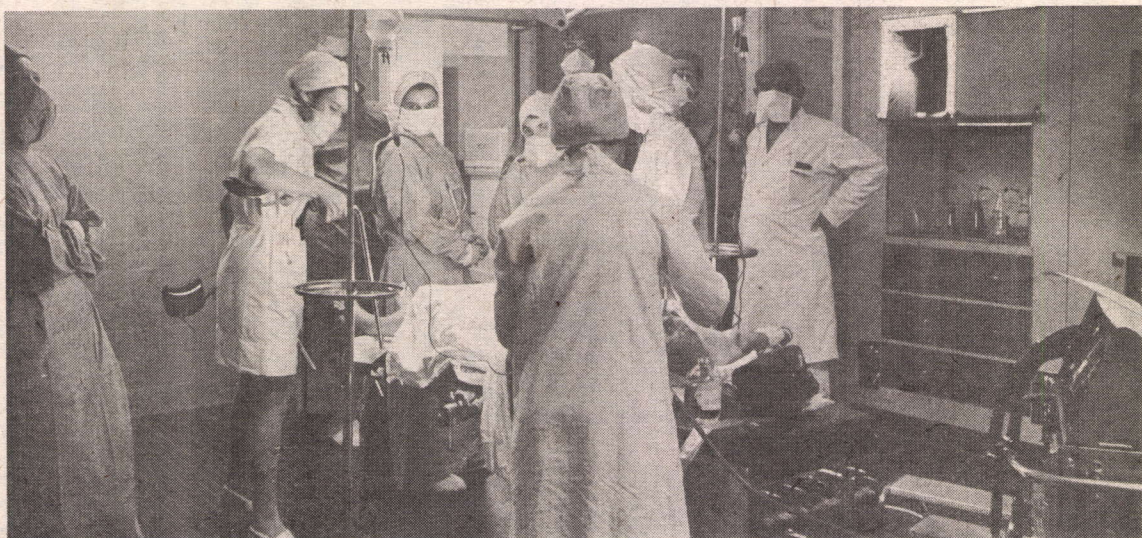
Il a rappelé que l'actuelle mise au chômage de milliers de travailleurs des entreprises de la région de Basse-Terre vient s'ajouter au chômage chronique, qui touche en permanence plus de 70 000 personnes à la Guadeloupe, et souligné que les promesses du gouvernement en matière de crédits sont encore du domaine des belles paroles.

La campagne d'intoxication entreprise aux Antilles par le gouvernement, avec l'aide de la presse écrite et parlée à ses ordres, les mensonges éhontés qu'il colporte sur la prétendue aide de la « mère-patrie » afin de tenter de redorer son blason à l'approche des élections municipales, la mascarade des galas de charité où plastraient tous les politiciens réactionnaires, distribuant de bonnes paroles à défauts de crédits, le mépris enfin dont font preuve les autorités coloniales, qui ont le front de mettre certaines difficultés des populations évacuées sur le compte d'une prétendue indiscipline de la population antillaise, tout cela a été également dénoncé.

De même, ont été mises en évidence l'incurie des autorités qui, après avoir évacué en catastrophe la zone éventuellement menacée, s'avèrent maintenant incapables de mettre sur pied les mesures de sécurité et de surveillance qui pourraient permettre le retour des personnes évacuées et la reprise d'une activité normale dans une bonne partie des territoires abandonnés, tant que durera la période d'accalmie du volcan.

Devant tant d'incapacité à tous les niveaux de la part des autorités coloniales, l'expectative et la surprise dont a été d'abord frappée la population risquent bien, dans les semaines à venir, de laisser place à l'exaspération et à la colère, ont conclu les camarades de *Combat Ouvrier*.

Ou comment l'État use et abuse de l'argent des travailleurs



42 % du budget de l'assurance maladie passent dans les frais d'hospitalisation... qui comprennent la recherche médicale, l'enseignement de la médecine, les réalisations de pointe, l'amortissement des bâtiments, etc. (UPI)

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ : UN VASTE RASSEMBLEMENT POPULAIRE



Un espace gigantesque dans le parc paysager de La Courneuve, plus de 400 stands : la fête de l'Humanité, cette année encore, aura rassemblé des centaines de milliers de personnes.

Tout est immense : la Cité internationale rassemble les partis communistes du monde entier ; ici la distribution de la presse du Parti Cubain, là la vente des chemisiers hongrois, plus loin on nous invite à signer une pétition pour le peuple libanais... La Cité du livre, elle, est organisée en self-service pour accélérer le débit des livres. Dans un vaste marabout, plein à craquer, des débats sont organisés. Sur le podium central, gigantesque, au fond d'une pelouse immense, les spectacles se succèdent : Maxime Leforestier, Julien Clerc, les ballets de Béjart...

Dans les allées, les militants accrochent les passants pour leur proposer ici un abonnement à l'Humanité, là une carte du Parti. Dans les stands, on comptabilise les adhérents.

On ne peut qu'être impressionné par les moyens mis en œuvre : des stands immenses, des dizaines de restaurants, des spécialités régionales, des dizaines de tombolas, des ventes multiples, des expositions, des panneaux, des banderoles, des manèges, une grande roue... Il faut beaucoup de

temps pour essayer de faire le tour de la fête !

Si la fête de l'Humanité a des côtés attrayants, bien des aspects choquent dans une fête organisée par un parti qui se prétend communiste.

C'est la chasse à « Made-moiselle Fête 76 », qui doit être, selon le portrait-type donné par le dépouillement des réponses, « blonde, aux yeux bleus, avec des jeans comme Jane Birkin » ; c'est la Cité commerciale où l'on peut acheter frigidaire ou machine à coudre et qui donne à la fête un côté « foire commerciale » ; ce sont les agences BNP qui permettent à ceux qui ont tout dépensé, de retirer de l'argent...

Mais la fête de l'Humanité, c'est une fête à l'image du Parti Communiste, « grand parti national et populaire », comme l'a rappelé Gaston Plissonnier dans son allocution de dimanche. Une fête où les drapeaux bleu-blanc-rouge côtoient les drapeaux rouges, et où la Marseillaise précède l'Internationale.

Et cette fête, qui constitue depuis des années le plus vaste rassemblement populaire de France, qui reflète la sympathie, les espoirs, les luttes des travailleurs, cette fête contribue aussi à les duper un peu plus, à leur faire admettre un programme qui n'est pas celui des travailleurs.

Anne SEVILLE.

La Sécurité sociale n'existerait pas, qu'un ministre des Finances aurait sans doute fini par l'inventer. Car cette gigantesque mutuelle ouvrière, approvisionnée par les gros sous des travailleurs, mais gérée totalement en dehors de leur contrôle et à des fins détournées, assure à l'État une solide réserve financière dont il use et abuse à discrétion.

Elle est en outre le bouc émissaire favori de la politique d'austérité anti-ouvrière.

Il y aurait un déficit de trois milliards pour cette année, de dix milliards, paraît-il, pour l'année prochaine. Ce qu'on ne nous dit pas, par contre, c'est que les accidents du travail ont coûté pour la seule année 1975, quatorze milliards et demi de nouveaux francs à la Sécurité sociale (sans parler des deux mille travailleurs tués à l'usine). Il suffirait donc de contraindre les patrons à mettre au point des conditions de sécurité correctes dans les usines pour supprimer l'un des risques les plus graves de la vie d'exploité, et du même coup, non seulement combler largement le fameux déficit, mais rendre la Sécurité sociale largement bénéficiaire !

Et dans la liste des bizarreries du fonctionnement de la Sécurité sociale, il faut noter aussi qu'on dépense bien plus à contrôler les congés maladies des salariés qu'à contrôler les patrons en infraction aux règles de sécurité.

Mais ceci n'est qu'un aspect, parmi bien d'autres, de la question.

Le budget maladie de la Sécurité sociale est en déficit, nous dit-on. A cause de l'absentéisme exagéré des travailleurs, de leur « surconsommation médicale » ? C'est une plaisanterie. 42 % du budget de l'assurance maladie passent dans les frais d'hospitalisation, sous forme essentiellement de « prix de journée d'hôpital ». Or, ce prix de journée est exorbitant, pour la simple raison qu'il comprend, outre les frais de soins, le coût de la recherche médicale, de l'enseignement de

la médecine (les études médicales des futurs médecins sont ainsi prises en charge par les salariés !), les réalisations de pointe pour l'essentiel, sans même parler de l'amortissement des bâtiments. En outre, ce que la Sécurité sociale paye à l'État, elle le paye au prix fort, en lui reversant la TVA.

La Sécurité sociale assure aussi, à titre gracieux, un service de prêt à 0 % d'intérêt aux patrons et à l'État-employeur puisqu'elle accepte, toujours à l'amiable, les retards de paiement des cotisations dites « patronales » (qui ne sont en fait que du salaire différé), ces retards pouvant atteindre des mois, voire des années. Le montant de ces retards s'est élevé pour la seule région parisienne cette année à 2,5 milliards de francs, de quoi donc combler le déficit prévu pour l'ensemble de la France si la Sécurité sociale les recouvrait immédiatement.

Selon les chiffres des syndicats, il y aurait 22 milliards de nouveaux francs de charges indues pour 1976, alors que le gouvernement crie à la catastrophe financière imminente de la Sécurité sociale et a même osé évoquer la menace de prochaines cessations de paiement, « si on ne trouvait pas de solutions ».

En réalité, toute cette campagne sur le déficit de la Sécurité sociale est une vaste entreprise d'intoxication qui vise à préparer l'opinion à de prochaines mesures ayant pour but de diminuer les prestations et de faire des « économies » au détriment des salariés, après avoir, l'hiver dernier, augmenté les cotisations !

Pour mettre en place sa politique d'austérité, le gouvernement Barre n'ose pas imposer directement une politique de blocage des salaires, comme en Angleterre où le gouvernement a bénéficié de la complicité des syndicats. Faute de mieux, il s'en prend ici au salaire différé de la classe ouvrière. Mais l'objectif est bien le même.

H.C.

PÉAGE URBAIN : L'ÉTAT ESCROQUE

Faisant écho à des déclarations de représentants du Parti Communiste Français, qui annonçaient que le gouvernement avait reculé en abandonnant le principe du péage sur la portion urbaine de l'autoroute A 4, Fourcade, ministre de l'Équipement, a tenu à préciser : « Nous ne pouvons pas continuer à construire des autoroutes si nous ne recourons pas au péage pour les financer. » Traduite en clair, la proposition de l'ex-ministre des Finances veut dire que les contribuables, après avoir financé la construction d'autoroutes, les payeront de nouveau comme utilisateurs. Le gouvernement offre de fructueux marchés aux grosses sociétés de travaux publics, leur accordant des prêts considérables pour édifier les autoroutes, puis il déclare que puisque ces autoroutes ont été construites par des sociétés privées,

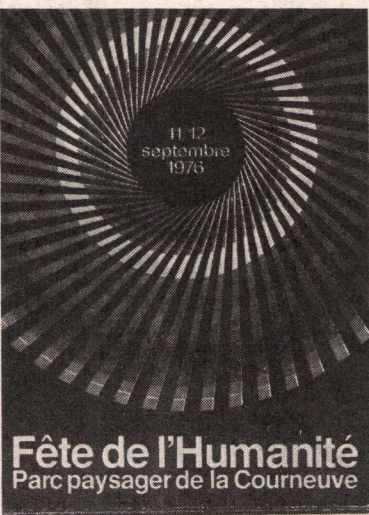
il faut qu'elles se remboursent. C'est là une grossière duperie.

En fait les autoroutes constituent une bonne affaire pour les sociétés concessionnaires. Ainsi les bénéfices du péage sur l'autoroute en rase campagne Paris-Lyon ont rapporté 365 millions à la société concessionnaire pour l'année 1975.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Pourquoi ne pas instaurer le péage à l'entrée des villes, pour les voitures, et pourquoi pas pour les piétons ? Et pour corser la chose, pourquoi ne pas instaurer un droit de péage à chaque carrefour ?

On prétend que si nous n'avons pas de pétrole, certains auraient des idées. C'est à voir. En tout cas, des idées qui ne sont pas neuves puisqu'elles datent du Moyen Âge.

Jean-Pierre



Deux volets de la vignette de la fête de l'Humanité... pour « un pastis aux couleurs de la France ».

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Une rentrée " dans l'ordre et la sérénité " ... avec quelques bavures

René Haby est content de la rentrée scolaire. D'après lui il s'agit d'une rentrée sans problèmes. Mais il faut dire que le ministre se contente de peu. Et il s'est surtout préoccupé de faire appel à l'esprit de modération des enseignants. Car cette année serait en quelque sorte une année « d'attente » avant que la fameuse réforme Haby soit véritablement mise en branle... l'an prochain. En somme, Haby réclame l'indulgence au bénéfice du doute.

En réalité, tous les problèmes scolaires restent pendents. René Haby a prévu un budget éducatif « d'austérité » en diminution de plus de 6 %, ce qui se fera particulièrement sentir sur la création de nouveaux postes (deux fois moindre que prévu). Ce ne sont pourtant pas les enseignants demandeurs de postes qui manquent. Plus de 6.000 auxiliaires ne sont pas encore réembauchés cette année. Le gouvernement se garde bien de créer des « postes bud-

gétaires » pour titulariser massivement les auxiliaires, préférant utiliser ou pas ces milliers de bouche-trous sous-payés et jamais sûrs de retrouver un poste l'année suivante. Quant aux conditions d'enseignement, elles ne s'amélioreront guère cette année. Les effectifs restent de 35 à 45 élèves par classe, alors que tous les pédagogues reconnaissent qu'un maximum de 25 élèves permettrait d'assurer une pédagogie correcte. Certaines mesures formelles ont été prises : le gouvernement a reconnu qu'on ne devait pas inscrire plus de 35 enfants par classe en maternelle. Mais cette mesure ne sera appliquée que pour les classes nouvellement créées. Les anciennes auront leurs anciens effectifs... L'an dernier, il y avait en moyenne 50 enfants inscrits par classe, soit une moyenne de 40 présents. Or, cette année, l'enseignement pré-scolaire est le seul qui a vu ses effectifs notablement augmenter. On

peut douter dans ces conditions que la norme des 35 élèves soit respectée. Et surtout, combien de milliers d'enfants de moins de cinq ans n'auront tout simplement pas la possibilité d'avoir une place dans une école maternelle ?

En fait, la rentrée scolaire est aussi peu satisfaisante cette année que les précédentes. Les « bavures » locales sont nombreuses : locaux inexistant ou déficients, manque de professeurs, postes qui ne seront attribués que dans les semaines et les mois à venir, etc.

La seule préoccupation du ministre est d'éviter tout remous et tout désordre. Sa politique se résume par la formule « attendre et voir », en misant sur le fait que le nombre total de jeunes qui entrent dans l'enseignement primaire et secondaire n'augmente plus, pour lancer des communiqués de victoire. Mais à quoi peut donc bien servir un ministre de l'Éducation nationale ?



(Photo Pascal Lebrun)

Quand René Haby fabrique de faux dossiers

Pour le ministre de l'Éducation nationale, cette rentrée est sans problème. Ce n'est pas le cas pour les enseignants, lesquels ont non seulement des problèmes d'emplois et d'effectifs de classes, mais aussi des problèmes directement pédagogiques — comme en témoigne l'exemple rapporté ci-dessous.

Le ministre de l'Éducation nationale, René Haby, mécontent en octobre 1975 d'un numéro de la revue pédagogique *Textes et Documents pour la classe* qui traitait des « travailleurs immigrés en France », l'avait fait retirer de la circulation scolaire parce que — disait-il — ce dossier était « étayé par des informations d'origine insuffisamment diversifiées » et donnait « une image particulièrement inexacte de la réalité vécue par cette partie de la population de notre pays ». Pour tout dire, le dossier parlait des conditions de vie, de travail, de logement, des problèmes de santé, de déracinement et de racisme des travailleurs immigrés en France. Le tout en trente pages destinées aux élèves des lycées et collèges.

C'en était trop pour *Minute* et d'autres journaux de droite qui ont déclenché une campagne de presse. C'en était trop pour notre ministre de l'Éducation nationale qui a donc demandé à l'équipe de rédaction des *Textes et Do-*

cuments pour la classe de réaliser un nouveau dossier. Celui-ci a refusé. René Haby a donc confié cette tâche au Centre d'Études et de Documentation sur l'Immigration — le CEDIM, un organisme créé par le secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés et chargé avec des fonds officiels de populariser son action...

Un nouveau dossier consacré aux travailleurs immigrés est donc sorti juste avant les vacances pour « remplacer » l'ancien à la rentrée. Cette version est consacrée à « l'insertion des immigrés dans la société française ». Elle traite de « l'accueil des étrangers », de leur « formation professionnelle et linguistique », et des « enfants des travailleurs immigrés à l'école ». Bref, elle décrit l'action des pouvoirs publics en faveur des immigrés... et ceci sur 14 pages. C'est sans doute cela que René Haby appelle « des sources suffisamment diversifiées » !

L'intersyndicale de l'Institut national de recherche et de documentation pédagogique, dont dépend la revue *Textes et Documents pour la classe*, dénonce ce nouveau dossier comme un « faux » et recommande aux enseignants de ne pas l'utiliser.

C'est en effet ce qu'ils peuvent faire de mieux.

Sylvie FRIEDMAN.

GRENOBLE :

Le recteur de l'Académie contraint de reculer

Lundi 6 septembre, Robert Pion, professeur au CEG de Saint-Étienne de Saint-Geoirs (Isère), comparait devant le conseil de discipline de l'académie.

Une mère d'élève, représentante locale de la Fédération Lagarde, et par ailleurs propriétaire d'une petite usine de la région, avait protesté auprès de l'administration à propos du comportement de cet enseignant et de son langage « grossier ».

Robert Pion était menacé d'être muté du poste qu'il occupe depuis onze ans. Cela aurait également entraîné le départ de sa femme, elle-même institutrice dans un petit village avoisinant. Jusqu'à présent, nul ne s'était jamais plaint de cet enseignant.

Militant de l'École Emancipée, il s'était battu avec les parents d'élèves de la région pour le maintien des classes rurales. A la rentrée 1975, il était à la tête de la lutte contre les heures supplémentaires dans son établissement, et dernièrement il a participé à des actions de soutien aux luttes ouvrières, celles de Trappeur et Dynamic notamment.

Il y a tout lieu de penser qu'en mutant Robert Pion, c'est un militant syndical combatif que l'académie voulait éloigner ou faire taire. La mobilisation des parents, des travailleurs et des enseignants au sein d'un comité de soutien a été unanime et spontanée.

Parents d'élèves et élèves, Syndicat National des Instituteurs, Syndicat National de l'En-

seignement Secondaire, Fédération de l'Éducation Nationale, Union Locale CGT, Union Locale CFDT et représentants des Paysans-Travailleurs se sont retrouvés lundi pour manifester devant le rectorat pendant la tenue du conseil de discipline. Certains étaient prêts à lancer un ordre de grève à la rentrée si Robert Pion était muté.

Au bout de 4 heures et demie, on apprenait que Pion n'était pas muté, mais sanctionné quand même d'un retard d'ancienneté.

En prononçant la sanction, le recteur a bien été obligé de tenir compte de la détermination des enseignants et des travailleurs mobilisés. Sa reculade est considérée à juste titre comme une victoire pour la défense des libertés et des droits syndicaux.

Sept incendies d'hôtels à Paris en 3 mois :

ACCIDENTS OU RACISME ?

Trois travailleurs algériens viennent de trouver la mort, le 11 septembre, dans l'incendie d'un hôtel de la rue Tiphaine (Paris 15^e). Dix-neuf autres ont été blessés.

C'est le septième incendie d'hôtel à Paris depuis le mois de juin. La plupart habités par des travailleurs immigrés. Le 29 juillet,

il y avait eu cinq morts rue des Petites-Ecuries (10^e arrondissement). Et le 11 août, treize morts rue Rochechouart (18^e).

Bien sûr ces incendies — ainsi que le nombre élevé des victimes — s'expliquent peut-être en partie par la vétusté des locaux et l'entassement des locataires. Mais

tout de même, sept en trois mois ! D'autant plus que dans certains cas les enquêteurs penchent vers l'hypothèse d'incendies criminels. Notamment dans le cas de la rue Tiphaine, où l'on a découvert une conduite de gaz fendue, volontairement semblé-t-il.

Tout ceci a bien l'air d'indiquer

qu'on a affaire à une nouvelle vague criminelle d'attentats racistes. Pourtant, l'enquête n'avance guère et visiblement la police n'est pas parvenue à mettre les incendiaires hors d'état de nuire. Peut-être les enquêteurs n'ont-ils trouvé aucune preuve, mais l'expérience a déjà trop souvent mon-

tré que dans les affaires de racisme la police n'est jamais pressée de trouver les coupables.

En attendant, les hôtels flamboyent et la liste des victimes s'allonge.

Olivier BELIN.

dossier

LA CHINE

DE MAO



Mao, entouré de gardes rouges, durant les premiers jours de la Révolution culturelle en 1966. (Sipa)

Le bilan de 27 ans de pouvoir

Que le bilan de vingt-sept ans de régime maoïste présente pour la Chine bien des aspects favorables, c'est incontestable.

Mao et ses partisans ont fait table rase du régime corrompu de Tchang Kaï-chek, incapable d'apporter le moindre changement au pays malgré l'établissement d'une dictature féroce, et ils ont liquidé en même temps des restes de la propriété et des mœurs féodales qui pesaient toujours sur le peuple chinois. Ils ont mis fin à la misère et aux famines qui étaient le lot quotidien des masses chinoises, notamment des paysans, malgré quelques retours en arrière dus aux erreurs ou tout simplement à la politique de classe du régime. Et ne serait-ce que cela,

c'est évidemment un changement formidable.

Il s'y ajoute d'ailleurs un changement dans les mœurs et, autant qu'on puisse en juger (et en sachant que changer les mœurs prend généralement du temps et même plusieurs générations), la fin de certaines oppressions millénaires : celle qui pesait tout particulièrement sur la femme chinoise, sur les enfants, celle que faisaient peser la superstition et la religion (même si on peut se demander quelquefois, devant les aspects irrationnels du maoïsme, si celui-ci n'a pas simplement changé une superstition pour une autre).

Enfin, en résistant sans faiblir à l'impérialisme et à ses multiples

pressions, le régime a rendu fierté et dignité nationales à un peuple humilié et opprimé depuis une centaine d'années. Ce n'est pas le moindre aspect de l'œuvre de Mao et des maoïstes chinois. C'est certainement en tout cas celui qui a le plus contribué à asseoir solidement le régime et à lui apporter la base sociale qui lui a permis de résister à bien des tempêtes extérieures et intérieures.

Du point de vue de la classe ouvrière, tant chinoise qu'internationale, qui ne peut certes que se féliciter du bilan tracé ci-dessus, le régime de Mao a cependant bien des limites.

Et la première, c'est qu'il ne représente en rien le prolétariat, ni ses intérêts fondamentaux.

Certes, depuis le début 1975, la dictature du prolétariat a été officiellement proclamée en Chine. Mais le simple fait que les ouvriers chinois aient appris cela en ouvrant un beau matin le Quotidien du Peuple, sans que rien, mais absolument rien ne soit changé dans leur vie ou leur participation aux affaires publiques, est largement suffisant pour montrer qu'il ne s'agit que de mots.

La réalité, c'est que Mao et son régime n'ont jamais demandé autre chose à la classe ouvrière chinoise que de produire au maximum pour les besoins de l'économie nationale. Jamais ils n'ont octroyé la moindre liberté aux travailleurs. Jamais ils n'ont permis à ceux-ci d'édifier simplement des organisations de classe. Et la liquidation des militants trotskystes chinois — ceux du moins qui avaient échappé aux Japonais et à Tchang Kaï-chek —, dès les premiers temps du régime, est une des preuves de cette peur de Mao devant toutes les manifestations d'indépendance du prolétariat, au nom duquel il prétendait parler. De même, toujours et partout, depuis vingt-sept ans, les grèves ont été réprimées sans ménagements dans la Chine Populaire.

Le bilan du maoïsme, c'est aussi cela, que des révolutionnaires prolétariens ne doivent surtout pas oublier, quel que soit le soutien qu'ils se doivent d'accorder à la Chine Populaire contre l'impérialisme.

La classe ouvrière chinoise a grandi en nombre depuis vingt-sept ans. Elle montra il y a cinquante ans déjà, alors qu'elle était bien moins importante, son aptitude à mener une lutte révolutionnaire. Mais elle a encore tout à faire aujourd'hui pour instaurer son pouvoir. Et cela passe en particulier par la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire chinois, qui ne pourra s'édifier que contre l'Etat mis en place sous l'égide de Mao.

Ce qu'était la Chine du passé

La Chine est, au début du XX^e siècle, un pays où l'agriculture occupe 80 à 90 % de la population. Une agriculture besogneuse, organisée sur la base de petites exploitations minuscules.

Mais la terre ne nourrit pas ceux qui la travaillent. Car ces centaines de millions de paysans qui tirent le maximum du moindre lopin ne sont que des fermiers. La terre ne leur appartient pas. Et les prix du fermage sont tels que 60 à 70 % du produit de la récolte vont aux propriétaires, sans compter le poids des impôts et le remboursement des dettes aux usuriers. La misère et la sous-alimentation sont le lot de la majorité de la population chinoise. La famine existe à l'état endémique. Ceux que la terre ne peut pas faire travailler meurent ou constituent des bandes de brigands qui, périodiquement, alimentent les révoltes paysannes extrêmement nombreuses.

La plus célèbre d'entre elles, celle des Taï-Ping, a triomphé et a dominé la Chine centrale de 1853 à 1864. Mais, fondé au départ sur des conceptions communautaires, ce mouvement a succombé, victime à la fois des contradictions qui se sont développées en son sein et des armées impériales secondées par les troupes occidentales. Il n'en illustre pas moins le caractère explosif de la question agraire en Chine.

Face à cette masse paysanne, le pouvoir politique est aux mains d'un empereur qui gouverne, assisté d'une bureaucratie, les mandarins, qui se confondent avec les propriétaires fonciers et qui maintiennent la Chine dans l'immobilisme d'une tradition séculaire. Bien des provinces sous la coupe des chefs de guerre échappent en fait à l'autorité centrale.

Pourtant, au milieu du XIX^e siècle, l'intrusion brutale des puissances impérialistes a bouleversé le système politique et économique de la Chine.

Les grandes puissances industrielles et commerciales lorgnent depuis longtemps sur cet immense empire qui constitue la promesse d'un marché considérable, en même temps que des réserves de matières premières et de main-d'œuvre.

Sans s'embarrasser de nobles prétextes, une expédition anglaise impose l'ouverture de la Chine au commerce occidental, obtenant entre autres la libre circulation de l'opium. Trois interventions, dites « guerres de l'opium », permettent ainsi à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne et aux USA de disposer en Chine de droits exorbitants. Aux concessions territoriales vont s'ajouter en effet des privilèges économiques et politiques : concession des mines et des chemins de fer, droit de disposer de leur propre justice pour les ressortissants des puissances impérialistes. A la fin du XIX^e siècle, les puissances occidentales, auxquelles s'est ajouté le Japon, disposent en Chine même du contrôle de la perception des droits de douane. Elles contrôlent dans certaines régions la poste et, après 1900, la levée de l'impôt.

La mainmise de l'impérialisme sur la Chine entrave le développement de la bourgeoisie chinoise. Celle-ci existe, certes. Mais le champ qui lui est laissé reste relativement faible. Quelques mandarins se sont intéressés à titre individuel à l'essor de l'industrie moderne. Des marchands ont fondé des manufactures. Mais cette bourgeoisie reste, pour l'essentiel, liée au capital étranger. Ce sont des compradores, c'est-à-dire des intermédiaires des

compagnies occidentales ou japonaises.

Cependant, l'industrialisation de la Chine, qui reste encore marginale, limitée à des enclaves isolées dans l'immense territoire chinois n'en donne pas moins naissance à un prolétariat, faible numériquement, mais concentré. En 1914, il y a un million cinq cent mille ouvriers dans les villes, dont quatre cent mille sont employés dans des grandes entreprises.

Un problème national créé par la mise en coupe réglée du pays par les puissances impérialistes, un pouvoir central faible appuyé sur la bureaucratie corrompue des mandarins, une intelligentsia qui supporte mal cette situation, une bourgeoisie et une petite-bourgeoisie qui rêvent de se développer, une immense paysannerie pressurée, surexploitée, sans terre, et un prolétariat qui donne rapidement la preuve de sa combativité : ce sont là les éléments d'une situation explosive, qui président à la révolution de 1911, sous la direction de Sun Yat-sen.

Mais cette révolution, rapidement étouffée d'ailleurs, ne change rien de fondamental. Et pas davantage la prise du pouvoir par le Kuomintang dans les années 1920. La faible bourgeoisie, qui appuyait Tchang Kaï-chek, était trop liée et se confondait trop avec la classe des propriétaires fonciers pour s'attaquer au problème agraire. Et c'est lui qui conditionnait tout le reste. Aussi, le portrait que l'on peut tracer de la Chine des années 1940 à 1950 est-il le même — pratiquement trait pour trait — que celui de la Chine du début du siècle. C'est l'avènement de Mao qui va changer cela et bouleverser profondément le visage de la Chine.

Notre prochain dossier : LE LIBAN

- Pourquoi la guerre civile ?
- Pourquoi l'intervention syrienne ?
- Quelles perspectives pour la gauche libanaise et les organisations palestiniennes ?

dossier

LA CHINE

DE MAO

du communisme

Le parti qui établit son pouvoir en 1949 sur les ruines du régime de Tchang Kaï-chek portait le même nom de Parti Communiste que celui qui, dans les années 1920, représentait les espoirs de la classe ouvrière chinoise. Et il se réclamait du passé de celui-ci. Mais la continuité est superficielle. Le parti de Mao représentait une tout autre perspective politique que celle que voulut représenter le jeune Parti Communiste Chinois.

Le jeune Parti Communiste était un parti implanté dans la classe ouvrière et, malgré ses faiblesses, son inexpérience, il représentait la voie de l'émancipation du prolétariat à l'échelle du monde, la voie du communisme. Ce parti est mort dans la défaite du prolétariat chinois en 1927. Ou, plus exactement, il est mort parce que les survivants de la défaite ont choisi de renoncer définitivement au programme du prolétariat, pour adopter celui du nationalisme bourgeois.

C'est un autre parti que Mao avait créé sous le même nom. Ce parti-là n'avait plus comme base le prolétariat industriel, mais la paysannerie. Sans doute, dans un pays où la paysannerie pau-

vre constituait l'écrasante majorité de la population, aucune révolution ne pouvait triompher sans la mobilisation révolutionnaire des campagnes. Mais tout dépendait au nom de quel programme, avec quelle perspective cette mobilisation était faite.

La perspective de Mao n'était pas de rallier la paysannerie au prolétariat révolutionnaire, ni de faire de la révolution chinoise une phase de la révolution mondiale. Sa perspective était d'utiliser la révolte paysanne pour moderniser l'Etat chinois, afin d'en faire un Etat susceptible de jouer son rôle dans le concert des nations. Son programme était, malgré son verbiage communiste, le programme de la révolution bourgeoise.

Au tournant du siècle, deux voies étaient ouvertes devant cette révolution chinoise dont était grosse la société vermoulue de l'ancienne Chine. Celle de la révolution bourgeoise était représentée par Sun Yat-sen. La tentative de celui-ci échoua devant la couardise de la bourgeoisie chinoise sur laquelle il s'appuya.

L'autre voie, celle du Parti Communiste Chinois à sa fondation, était autrement plus exaltante : faire de la révolution chinoise non pas la dernière des révolutions bourgeoises, mais une des premières révolutions prolétariennes.

Mao a réussi. Mais ce qu'il a réussi, par des moyens radicaux, jacobins, et favorisé par les circonstances, c'est le vieux projet de Sun Yat-sen — du moins ce qui, de ce projet, pouvait être réussi dans un monde dominé par l'impérialisme.

Comment cela a pu se faire, c'est précisément ce qu'éclaire l'histoire du Parti Communiste — où des Partis Communistes Chi-

La fondation du Parti Communiste Chinois

C'est le 1^{er} juillet 1921, dans la Concession française de Shanghai, que douze personnes se réunissent en congrès pour fonder officiellement le Parti Communiste Chinois. Ces douze délégués, pour la plupart de jeunes intellectuels, représentent en tout et pour tout une cinquantaine de membres.

Tous les espoirs sont pourtant permis. Le PC chinois naît dans un pays en proie à un chaos total, qui illustre l'échec de la tentative de révolution nationale de 1911, conduite par Sun Yat-sen. A côté de cela, les jeunes intellectuels révolutionnaires qui fondent le Parti Communiste Chinois ont l'exemple exaltant de la Révolution russe. Dans un pays sous-développé tout comme la Chine, dans un pays à majorité paysanne, la classe ouvrière a pu prendre le pouvoir, éliminer le féodalisme, diriger l'offensive des masses paysannes en révolte. Les fondateurs du PC chinois découvrent, à la lumière de l'expérience russe, les gigantesques possibilités de la classe ouvrière. Et malgré leur petit nombre, ils sont bien représentatifs du mouvement qui porte les éléments les plus avancés de la jeunesse révolutionnaire vers les idées communistes.

Si, parmi les fondateurs du PC chinois, on trouve déjà le jeune bibliothécaire originaire du Hunan, Mao Tsé-toung, le principal fondateur du Parti est Chen Tu-hsiu. Ce professeur de l'Université de Pékin a été dans les années précédentes un des leaders les plus populaires de la jeunesse étudiante, un de ceux dont les manifestes ont enflammé cette dernière. Ce démocrate radical est venu, sous l'effet de la Révolution russe, aux idées du communisme. Et c'est tout un symbole : dans les années qui vont suivre, c'est vers le communisme qu'ira tout ce que la Chine compte de jeune, d'ardent, de révolutionnaire.

Le Parti Communiste Chinois est faible. Début 1925, le parti ne compte encore que 995 membres. Mais il en compte 57.900 en avril 1927. Et, plus important encore, il a le lien avec les éléments les plus avancés d'un mouvement ouvrier qui s'est organisé et qui, dès ses premiers pas, a remporté des succès.



Chen Tu-hsiu, le principal fondateur du Parti Communiste Chinois.

1925-1927 : De la montée révolutionnaire ouvrière à la défaite

De 1921 à 1927, le mouvement ouvrier fait irruption sur la scène politique chinoise, très rapidement, encouragé à la fois par l'éveil du mouvement nationaliste et anti-impérialiste (dont il est naturellement partie prenante) et par la levée du mécontentement dans les campagnes.

Dès 1922-1923, les grèves succèdent aux grèves. En janvier 1922, les « gens de mer » du port de Hong-Kong entrent en lutte, entraînant derrière eux les cent mille ouvriers et employés de la ville.

Pendant presque trois mois Hong-Kong, la chasse gardée de l'impérialisme britannique, est totalement paralysée. En octobre 1922, c'est le tour des ouvriers des charbonnages du Hopei de cesser le travail. Toujours la même année, la répression sanglante d'une grève importante des cheminots de la région de Pékin faisait quatre tués et des centaines de blessés.

Mais le mouvement gréviste chinois continue sa montée pour culminer en mai-juin 1925 dans la grande grève de la Concession internationale de Shanghai. A ce moment, non seulement la classe ouvrière défend avec détermination ses propres intérêts de classe, mais elle se trouve à la tête de la lutte contre la présence impérialiste en Chine.

Ces luttes des travailleurs vont de pair avec la naissance et le renforcement des syndicats. Quasi squelettiques dans les années 1920, les syndicats ouvriers chinois, essentiellement animés par les communistes, regroupent en 1925, après la grève victorieuse de Shanghai, près de trois millions de membres. C'est un mouvement déterminé, disposant même de groupes armés.

En fait la classe ouvrière chinoise, organisée dans le Parti Communiste et les syndicats, devient maîtresse de la situation autant à Canton qu'à Shanghai, dans les grands centres industriels et bastions de l'impérialisme étranger où peut se décider le sort de la Chine.

En mars 1927, c'est l'insurrection ouvrière à Shanghai. Les syndicats — dont Chou En-lai est un des dirigeants — déclenchent une grève qui entraîne près d'un million de personnes. Le 29 mars la victoire ouvrière est consacrée par la promulgation par les communistes d'une « commune insurrectionnelle ».

Mais le jeune Parti Communiste Chinois n'a pas été capable de mener le prolétariat chinois à la victoire. Pire, sa politique, qui consistait à subordonner, politiquement comme organisationnellement, le prolé-



Mao jeune donnant un cours d'éducation politique... suivant l'imagerie actuelle du régime. (Sipa)

ariat à la bourgeoisie nationaliste, a conduit la révolution directement à la défaite.

Il faut dire que le rôle de l'Internationale Communiste était décisif dans cette politique néfaste. Pour le malheur du prolétariat chinois, l'IC intervient activement en Chine au moment où l'Etat soviétique, le Parti Communiste Russe et, avec eux, l'Internationale Communiste se bureaucratisaient. Au lieu de mener une politique internationale conséquente, elle soumit les intérêts de la révolution chinoise aux impératifs à court terme de la diplomatie soviétique, c'est-à-dire au maintien de bonnes relations avec les dirigeants nationalistes.

De 1924 à 1927, le Comité exécutif de l'IC imposa au Parti Communiste Chinois de marcher « sous le drapeau et sous la direction du Kuomintang » qui, selon Staline, devait même se substituer aux soviets. C'est au nom de cette politique de capitulation devant la bourgeoisie, dictée par les envoyés de l'IC, que le Parti Communiste étouffa le mouvement agraire et les grèves ouvrières en 1926 ; qu'il renonça à l'organisation des soviets dans les territoires contrôlés par le Kuomintang et qu'il livra à Tchang Kai-chek, pieds et poings liés, les ouvriers de Shanghai. C'est toujours à l'instigation directe de l'IC qu'il mit ensuite tout son espoir dans le Kuomintang « de gauche », prétendu « centre de la révolution agraire », et que les communistes entrèrent dans un nouveau gouvernement, qui réprima les grèves et les soulèvements paysans. L'Internationale stalinienne porte la principale responsabilité de la défaite ouvrière de 1927. La fameuse politique du « bloc des quatre classes », c'est-à-dire d'alliance des ouvriers, des paysans et des intellectuels avec la bourgeoisie dite nationale, n'est pas une invention de Mao Tsé-toung qui, le premier, aurait compris « l'originalité » de la révolution chinoise. Mao reprit simplement cette formulation stalinienne, qui signifiait le renoncement à la révolution prolétarienne. En 1927, le Parti Communiste Chinois avait demandé aux ouvriers de faire confiance au Kuomintang au nom du « bloc des ouvriers et de la petite-bourgeoisie » cher à Staline. Lorsque le Kuomintang s'en sentit la force, il se retourna contre le mouvement ouvrier organisé. L'avant-garde du prolétariat chinois, surprise, a été désarmée, massacrée. Le prolétariat et la voie qu'il représentait étaient éliminés de la scène politique.

au nationalisme

" Républiques Soviétiques " et " Longue Marche " :

La rupture avec la classe ouvrière

Les communistes rescapés des massacres de 1927, ceux des ouvriers, militants, syndicalistes des villes et des campagnes, sympathisants, qui n'étaient pas tués ou emprisonnés, furent contraints de se cacher, de s'enfuir. Si un tout petit nombre parvint à demeurer dans les villes, la plupart gagnèrent les campagnes, où la répression s'exerçait tout de même moins facilement. Cette quasi-absence des villes du Parti Communiste Chinois allait durer une vingtaine d'années, jusqu'à la victoire des maoïstes en 1949. Après 1927, la rupture avec la classe ouvrière de ce qui était en passe de devenir le parti de Mao Tsé-toung, allait, en peu d'années, devenir totale.

Alors que la répression s'abattait sur les villes, les structures du PCC étaient disloquées et sa direction dispersée. Dans les zones montagneuses de la Chine du Sud, des groupes d'anciens militants du PCC continuaient à se battre et à résister, le plus important autour de Mao et de Chu Teh.

Durant une année, ces troupes (des intellectuels, des ouvriers, des paysans en fuite) affrontèrent péniblement les soldats de Tchang Kaï-chek et l'hostilité ou au moins l'indifférence de la population locale.

Installées dans les régions reculées du Kiangsi, les troupes de Mao parvinrent à tenir et à proclamer le 7 novembre 1931 une « République Soviétique ». Trois millions d'habitants en tout. Elle n'avait en fait rien de soviétique. Elle était à l'écart des villes et de toute la classe ouvrière. Le régime en était d'ailleurs rapidement venu à s'appuyer davantage sur les paysans riches et les marchands que sur les paysans pauvres. Mao et ses partisans craignaient, dans ce réduit assiégé, de voir les plus riches passer du côté de l'adversaire. Ils avaient aussi besoin des marchands, qui parvenaient à maintenir un certain commerce.

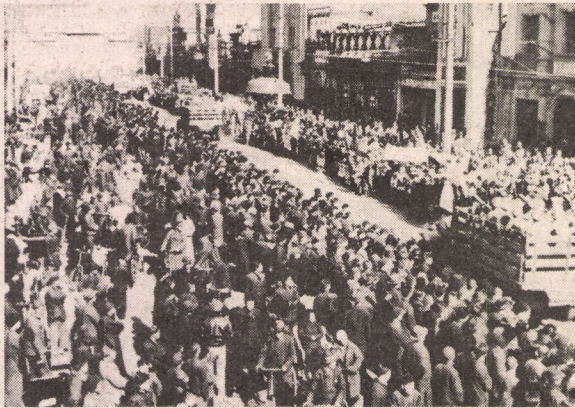
Par rapport aux régions dominées par la soldatesque de Tchang et les propriétaires fonciers, la République de Mao était tout de même un havre pour les paysans. Et les troupes rouges résistèrent avec succès à cinq campagnes « d'anéantissement ». Mais la sixième faillit bien les anéantir. Elles durent leur salut à la fuite, une fois de plus, en rompant l'encerclement et en abandonnant l'éphémère « République Soviétique ».

Ce fut l'épisode de la « Longue Marche », conduisant les troupes de Mao à l'autre bout de la Chine, dans la région de Yenan, où fut créé un nouveau refuge, plus éloigné que jamais et de la classe ouvrière et des villes de la Chine. Dans celles-ci, les derniers noyaux communistes étaient réduits au rôle d'agents de renseignement ou de recrutement pour Mao. Le Parti Communiste Chinois n'était plus que le Parti dirigeant l'armée et l'embryon de l'Etat qui se créait là-bas. En 1935, d'ailleurs, le Parti Communiste Chinois, dont certains groupes étaient restés hostiles ou méfiants jusque-là, reconnut officiellement la prééminence et la direction de Mao Tsé-toung lors de la conférence de Tsunyi. C'était tout un symbole.

Sous l'injonction de Staline, le PC chinois avait commencé à abandonner le programme de la révolution prolétarienne, au temps même où il avait une solide base ouvrière. La défaite de 1927 l'a coupé de cette base. Il ne reste plus au PC que le programme ouvertement bourgeois — et qui va encore s'accroître dans ce sens durant la guerre contre le Japon. La transformation du PC chinois était achevée.



Mao au milieu des paysans dans le Yenan. (Sipa)



31 janvier 1949 : l'armée paysanne de Mao entre à Pékin. (Sipa)

La guerre contre le Japon :

Le PC devient le parti national chinois

C'est en fait la guerre de résistance contre l'invasion japonaise et le rôle qu'y a joué le Parti Communiste Chinois, qui donne au parti de Mao la chance historique d'accéder au pouvoir sur la base d'un programme nationaliste.

Le Japon, à partir de 1930, se lance à la conquête de la Chine. En 1931, le Nord-Est est transformé en un protectorat japonais, l'Etat du Mandchoukouo. En 1935, l'Ouest et le Sud sont envahis. Et en juillet 1937 la guerre est officiellement déclarée.

Ce n'est cependant pas sous le drapeau du communisme que le PCC va gagner les masses chinoises, mais sur des bases purement nationales, prenant la relève du Kuomintang.

En effet, le régime de Tchang Kaï-chek, dont la préoccupation essentielle était la lutte contre l'Armée Rouge, ne s'oppose pas à l'invasion japonaise. En 1935, il a entrepris une nouvelle lutte pour « l'extermination finale » de l'Armée Rouge. Le Parti Communiste Chinois, au contraire, ne cesse de réclamer le front uni contre le Japon et le propose inlassablement au Kuomintang. En 1937 Tchang accepte, contraint et forcé. Il a été enlevé par un de ses généraux, partisan du front uni, et c'est en partie grâce aux bons offices du Parti Communiste Chinois, par l'intermédiaire de Chou En-laï, qu'il est libéré.

Un accord est signé entre le Parti Communiste Chinois et le Kuomintang : les armées du PCC deviennent officiellement des armées régulières sous la direction de Tchang. Le gouvernement soviétique est dissous.

Le Parti Communiste Chinois abandonne une bonne partie de son programme social, renonce à la confiscation des terres des propriétaires fonciers et se contente d'appliquer effectivement la loi qui limite le taux de la rente foncière.

Pour les petits exploitants, il promulgue et fait appliquer une baisse du taux de l'intérêt (fixé à 10 % l'an) et la réduction de l'impôt, qui devient progressif. C'est tout ce qui subsiste de la réforme agraire. Cela suffit cependant à continuer à lui rallier les paysans, tout en lui conservant un visage très modéré.

Mao Tsé-toung résume à cette époque son programme au journaliste américain Edgar Snow : « *Soutenir le gouvernement central, hâter l'unification pacifique, sous l'autorité de Nankin (le gouvernement de Tchang), réaliser la démocratie bourgeoise et organiser de la sorte la nation entière dans la résistance au Japon.* »

C'est Tchang qui va rompre l'unité en attaquant en 1940 la Nouvelle Quatrième Armée de Mao.

Face à l'armée corrompue, à l'image du régime de Tchang, l'armée nationaliste de Mao présente un visage honnête, susceptible de lui amener la sympathie de tous les nationalistes chinois. Elle ne pille pas, ne viole pas. Elle se bat réellement contre les Japonais qui, par une occupation odieuse, les pillages et les massacres, s'attirent une haine terrible des masses chinoises.

En 1945, 90 millions de paysans (contre un million en 1937) sont contrôlés par le Parti Communiste Chinois, qui est devenu le parti de la résistance contre l'envahisseur, le défenseur le plus conséquent du territoire national, le vrai parti national de la Chine.

1945-1949 :

La prise du pouvoir

Quand le Japon capitule, le 14 août 1945, il y a dans les faits deux gouvernements en Chine. Celui du Kuomintang, le gouvernement officiel qui traite apparemment à égalité avec les grandes puissances mais qui n'a presque pas d'appui populaire. Et l'autre, celui du parti de Mao, celui de la Chine du Nord, qui administre les régions libérées et qui jouit de la sympathie des paysans et d'une partie croissante de la petite-bourgeoisie.

L'union sacrée réalisée entre les deux gouvernements n'était guère respectée par Tchang, même pendant la guerre contre le Japon. Mais à la fin de la guerre, l'affrontement semble inévitable.

Pourtant, la pression internationale en 1945 joue au contraire dans le sens de l'apaisement. L'alliance contre-révolutionnaire conclue à Yalta englobe aussi la Chine. Et les USA, aussi bien que l'URSS, se montrent décidés à éviter qu'une guerre civile n'éclate en Chine. Pour les alliés, un seul gouvernement existe : celui de Tchang. C'est lui qui doit recevoir la reddition japonaise. L'enjeu est clair : il s'agit de récupérer les armes japonaises et d'éviter que les armées de Mao, qui ont mené pourtant l'essentiel de la lutte contre le Japon, ne s'en chargent. L'armée américaine met à la disposition de Tchang sa flotte aérienne pour transporter les officiers nationalistes, par-delà les campagnes tenues par les communistes, dans toutes les grandes villes de la côte du Nord. L'URSS s'est engagée, par un traité avec Tchang, à restituer au gouvernement nationaliste la Mandchourie que ses armées viennent de conquérir, avec tout l'équipement militaire saisi. Les armées de Mao sont là sur place, mais l'URSS attendra que l'aviation américaine ait amené les généraux de Tchang pour leur remettre la Mandchourie.

Ce rapport de force établi, consacrant une énorme supériorité de Tchang en matière d'armement, reste à résoudre le problème politique. L'ambassadeur Hurley reconnaît que les « *communistes chinois ne sont pas des communistes au sens où on l'entend aux USA, et que leur programme et celui du gouvernement ne diffèrent que sur l'opportunité de certaines réformes immédiates* ». Pour lui, puis pour le général Marshall, envoyé par les USA comme médiateur en mission à cet effet, la solution se trouverait dans un gouvernement de large unité nationale, où les communistes seraient représentés, avec d'ailleurs les autres partis d'opposition. Mao accepte toutes les rencontres et toutes les trêves.

Les différents plans mis en place prévoient la mise en place d'organismes consultatifs ou de transition, avec la réduction simultanée des armées de Tchang et de Mao. Mais Tchang est plus que réticent et les dirigeants du Parti Communiste Chinois ne veulent pas poser les armes d'abord. Vingt ans de luttes leur ont appris qu'elles constituent leur seule garantie.

En mars 1947, Tchang lance une offensive générale contre les armées de Mao. Il récupère Yenan. Mao réplique par la relance de la réforme agraire dans les régions nouvellement libérées. Une véritable révolte paysanne ébranle la Chine et porte les troupes de Mao. Assez rapidement, les armées de Tchang, malgré leur supériorité technique, accusent sur le terrain une infériorité manifeste. Les armées de Tchang sont isolées dans la population, minées par la démoralisation, conduites par des chefs corrompus et méprisants. Elles fondent comme neige au soleil. Beaucoup de soldats rejoignent les rangs de l'armée de Mao. Des officiers, des généraux aussi, de plus en plus nombreux, avec armes et bagages. Dans tout le pays, on voit peu à peu toutes les couches de la société se rallier de bon gré ou par raison à Mao, y compris la bourgeoisie, qui a besoin d'un Etat pour garantir l'ordre et qui doit bien constater que celui de Tchang est trop délabré et corrompu pour cela.

La « libération » de la Chine entière s'accomplit peu à peu, toujours à partir des campagnes. Les villes sont prises en dernier. Certaines sans combat, comme Pékin. Et finalement le gouvernement Tchang se replie dans l'île de Formose. Le 1^{er} octobre 1949, la République Populaire Chinoise est proclamée.

dossier

LA CHINE

DE MAO

27 ans de politi

La suppression des capitalistes privés

En Chine, globalement, la bourgeoisie détentrice de capitaux et propriétaire des moyens de production n'existe plus.

Cette éviction n'est pas le résultat direct de la venue au pouvoir du Parti Communiste Chinois. Le PCC célébrait au contraire en 1949 l'alliance des quatre classes. Et le régime de Mao s'est efforcé au début « d'aider et de protéger » les industries et le commerce privés.

Mais le blocus impérialiste, la nécessité de faire vivre l'économie chinoise, la poursuite de l'illusion stalinienne d'un développement national possible ont entraîné l'Etat chinois à intervenir de façon de plus en plus autoritaire dans l'économie.

Il ne s'agissait pas de s'attaquer à la bourgeoisie en tant que classe. Il s'agissait de réunir le maximum de capitaux et de moyens. L'initiative privée était incapable de le faire.

En 1952 le gouvernement s'efforce d'opérer les regroupements nécessaires et de donner à l'Etat de plus grands pouvoirs de décision dans le secteur industriel et commercial. Le mouvement démarre sous la forme des « trois anti », puis des « cinq anti » : lutte contre les fonctionnaires trop zélés ou corrompus, contre les bourgeois convaincus de tentative de corruption de fonctionnaires, de fraudes fiscales, commerciales ou de détournement de biens publics.

Ces campagnes auront — déjà — un caractère de masse. A la fin de l'année 1952, l'Etat est devenu propriétaire de 52,8 % des entreprises industrielles (mais il est vrai qu'il en possédait déjà 34,2 % en 1949).

Mais c'est avec le lancement en 1955 du premier Plan quinquennal, qui réclame des investissements considérables, que le processus de rachat ou de confiscation des biens des capitalistes va se généraliser. Les capitalistes sont invités à transformer leurs entreprises privées en entreprises mixtes, puis en entreprises d'Etat. Les propriétaires sont en principe « indemnisés ». Ils recevront 5 % des bénéfices de leurs anciennes entreprises. Nombre d'entre eux demeurent

en qualité de directeurs ou de techniciens salariés.

En 1956, les entreprises d'Etat ou mixtes forment 95,73 % du total. Mais en 1960, le ministre du Commerce chinois, Va I-lin estimait que les bourgeois nationaux bénéficiaires des 5 % se montaient à un million d'individus !

Avec la Révolution culturelle, en 1966-1967, il semble que les 5 % cessent d'être distribués. L'Etat mis en place en 1949 par le parti de Mao, appuyé sur la petite bourgeoisie des villes et des campagnes — un Etat qu'on ne peut donc appeler que bourgeois — a finalement liquidé, autant qu'on puisse en juger et pour le moment, la classe des capitalistes privés. Tenter d'industrialiser la Chine passait par la centralisation des capitaux aux mains de l'Etat. Il fallait en effet pouvoir consacrer toutes les ressources disponibles en capitaux aux secteurs considérés comme décisifs pour le démarrage de cette industrialisation. Il fallait donc supprimer les profits et l'initiative privés pour remettre l'ensemble des capitaux aux mains de l'Etat, seul capable de tenter une telle planification.

C'est une sorte de preuve supplémentaire de la nécessité du socialisme, qu'à notre époque, même un Etat bourgeois comme la Chine, pour tenter de développer l'économie nationale, doive supprimer la propriété privée des moyens de production. Mais cela n'a été possible en Chine que parce que cette classe des capitalistes était extrêmement faible. L'Etat de Mao a pu supprimer (pour le moment, répétons-le) le capitalisme privé, parce que la Chine, au fond, était restée sur le plan de son économie... au stade pré-capitaliste.

La collectivisation des terres

Par un décret du 28 juin 1950, chaque individu âgé de 16 ans minimum était assuré de la possession d'une terre de quelque six à sept ares. Des centaines de millions d'hectares changèrent ainsi de mains — et violemment confisqués aux grands propriétaires féodaux. Cela dit, les terres des paysans riches et paysans moyens furent déclarées inviolables par le régime, sauf cas exceptionnels précisés par la loi.

Mais pour la Chine des années 1950, l'agriculture était une affaire nationale. Plus de 80 % de la population chinoise vivait du travail agricole. C'était d'abord une question de survie pour la population. C'était aussi une question vitale pour l'Etat national. Les produits agricoles entraient pour 75 % dans les recettes des exportations, sur lesquelles Mao et ses compagnons comptaient pour le démarrage d'une industrie. Et pour 55 %, le budget de l'Etat venait de l'agriculture. Ainsi, les limites du développement agricole étaient en même temps les limites de l'accumulation du capital nécessaire pour moderniser les autres secteurs de l'économie.

C'est pourquoi les dirigeants chinois s'engagèrent peu à peu dans la voie d'une collectivisation de l'agriculture.

En décembre 1951 est rédigé un premier « projet de décision sur l'aide mutuelle et la coopération ».

Le 16 décembre 1953, le comité central adoptait une « décision sur le développement des coopératives de production ». Mais les progrès furent lents. Des coopératives se faisaient et se défaisaient. En 1955, seuls 15 % de la population rurale étaient concernés par le mouvement des coopératives. Ce n'est qu'à la fin de 1956 que la totalité des cent vingt millions de familles paysannes furent regroupées en coopératives.

Dans ces coopératives, la propriété des terres était théorique-

ment maintenue. Mais dans les coopératives dites « socialistes supérieures », les familles ne conservaient plus pour elles-mêmes que la jouissance de petits lopins de terre, dont la superficie s'élevait à 2 % ou 5 % des terres arables du village.

En 1957, les dirigeants chinois tiraient le bilan du premier — et dernier — P'an quinquennal. L'agriculture restait stagnante, malgré les efforts de généralisation des coopératives. C'est alors, en 1958, que Mao lança l'économie chinoise dans la politique du « Grand Bond en avant », qui se traduisit dans les campagnes par la constitution des communes populaires.

Les communes populaires se voulaient des unités économiques, à la fois agricoles et industrielles. Cette fois, la propriété privée de la terre disparaissait complètement, et jusqu'au petit lopin accordé aux familles. Toute la main-d'œuvre était mise en commun et utilisée en fonction d'intérêts décidés en haut lieu, à la fois pour le travail agricole, pour le travail artisanal, baptisé « industriel », et pour les grands travaux d'intérêt général : irrigation, reboisement, etc.

Il semble qu'une certaine résistance passive ait vu le jour. On peut du moins le mesurer à la chute vertigineuse qu'a connue la production agricole à la suite du « Grand Bond ». Juste après 1958 en effet, la Chine a connu trois années « noires » et à nouveau des famines, que le régime s'est em-

pressé de mettre sur le compte d'intempéries.

Cela dit, les dirigeants du me eux-mêmes n'ont pas tout ment caché l'échec de l'entrepren Formellement, les communes pu'aires demeurent. Mais peu elles ont été fortement déralisées : ce n'est plus au ni des communes proprement que se prennent les décis mais au niveau des équipes nommes de production, c'est-à des hameaux. Et peu à peu paysans ont retrouvé la jouiss de petits lopins de terre, de sons individuelles, de quelque tes de bétail.

Mao Tsé-toung apparaît yeux de bien des gens comm dirigeant d'une révolution pay ne.

Cette image est en partie dée. C'est fort de l'appui et c confiance de la quasi-totalité la paysannerie chinoise oppr que l'appareil militaire et poli de Mao a pu accéder au poi en 1949.

Cela dit, Mao n'a jamais été chef paysan à proprement pa Pour Mao, dirigeant nation bourgeois radical, les intérêts la paysannerie — avant co après la révolution — ont en toujours été subordonnés à l qu'il se faisait des intérêts d nation chinoise, en particulier intérêts d'un développement nomique national.

La paysannerie chinoise as à la propriété privée de la te Mao l'en a frustrée très vite. tes. Mais elle aspirait aussi à mieux-être général, que son me lui a permis. Cela suffir expliquer que, malgré tous aléas de sa politique agraire, le gime de Mao semble avoir cor vé jusqu'à maintenant son as socia-le paysanne.

La révolution culturelle prolétarienne... contre le prolétaria

La « grande Révolution culturelle prolétarienne » chinoise, qui s'étendit sur plus d'une année, fut un impressionnant mouvement de masse.

Le mouvement, proclamé le 18 avril 1966, avait commencé à l'université de Pékin, qui vit apparaître les premières affiches murales, les « dazibaos ». A sa suite, des gardes rouges se créèrent partout dans les lycées et les universités, où les cours furent suspendus. Ces millions d'élèves, d'étudiants, convergèrent à travers tout le pays vers les grandes villes.

La mobilisation de la jeunesse scolaire et universitaire chinoise se proposait de pourchasser l'idéologie bourgeoise et féodale, de détruire tous les vestiges, y compris culture's, de la société ancienne. Leurs cibles furent au début un certain nombre de dirigeants comme Liu Shao-shi et Teng Hsiao-

ping. Mais pendant des mois, les gardes rouges firent la loi dans les villes, et le but de leur mobilisation avait une tout autre ampleur : il s'agissait de remettre au pas les couches populaires et la classe ouvrière. En fait de bourgeois et d'agents de l'impérialisme, c'est aux ouvriers que les gardes rouges se heurtèrent dans un certain nombre de centres industriels. Peu d'informations filtrèrent, comme d'habitude. Mais il devint bientôt évident que la campagne des gardes rouges, sous le signe d'un appel général au resserrement de la discipline, à l'austérité, à un « nettoyage complet » de tout ce qui pouvait contester si peu que ce fût, cette campagne rencontrait une sérieuse résistance parmi les travailleurs.

Elle provoquait même des heurts violents. Shanghai, Nankin, Canton, Tien-Tsin, Shenjang furent le théâtre de batailles rangées. Des grèves éclatèrent dans la plupart des grandes villes. Dans certaines, l'armée intervint même à la rescousse des gardes rouges.

Près de vingt ans après la conquête du pouvoir par Mao, la Chine avait connu un tout petit développement économique, dans le cadre duquel la classe ouvrière elle-même s'était développée. Ce qui pouvait éventuellement l'inciter à revendiquer certains droits économiques, sinon politiques. Mais le régime maoïste ne voyait, lui, d'autre moyen de faire l'unité nationale d'une Chine toujours iso-

lée et menacée par l'impérialisme qu'en tuant dans l'œuf toute possibilité d'organisation et de conscience autonomes de la classe ouvrière. Ce fut le rôle politique des gardes rouges, ces nes des écoles, cette petite t goisie estudiantine, mis en br transportés, organisés, tenan haut du pavé dans les villes, noises pendant des mois, à l'initiative et sous l'autorité de l'app administratif et militaire de l' chinoise.

Cette spectaculaire mobilisation des masses petites bourgeoisie l'initiative de Mao et Lin Piao, ta contrôlée par les sommets l'Etat du début jusqu'à la fin et n'a duré que tant que ceux-ci bien voulu. Sans l'aide de l'a reil du parti et celui de l'Eta qui se confondent d'ailleurs Chine — une mobilisation d telle ampleur, remuant des mi de gens au fin fond des provi chinoises, pendant plus d'une née, n'aurait certainement pas se faire de la manière dont s'est faite. Si elle montre que chose au niveau des sommets rigants de l'Etat chinois, c'est la mainmise totale qu'avaient et Lin Piao sur l'Etat chinois moment-là.

Ils pouvaient se permettre demander à des millions de p bourgeois de descendre dans rue, parce qu'ils étaient sûrs n'avoir rien à craindre de l possibles débordements. Et il a eu.

En tout cas la Révolution c rel'e rappelle sur quelles cla sociales s'appuie l'Etat ch lorsqu'il a besoin de mobiliser masses de population : pas si prolétariat mais sur la petite t geoisie. Un fait qui, sur la n de classe de cet Etat, vaut certaines de déclarations de pro'etariennes.



On construit des barrages à la force du poignet.

que nationaliste

La rupture avec l'impérialisme : le fait des USA, pas de la Chine

C'est bel et bien l'impérialisme américain qui a imposé la rupture à la Chine, et non le contraire, comme on le croit trop souvent.

Après la chute de Tchang en 1949, nombreux sont les hommes d'affaires américains qui poussent à la reconnaissance du nouveau régime. Les échanges avec la Chine s'accroissent de façon considérable au début de 1950. Mais le déclenchement de la guerre de Corée et l'approfondissement de la guerre froide amènent une brusque tension dans cette région du monde. Les armées américaines sont à la frontière chinoise et, en janvier 1951, les relations sont rompues avec les Etats-Unis, qui organisent un blocus complet de la Chine Populaire. L'impérialisme américain pense ainsi réduire en quelques mois le régime de Mao à sa merci, en contraignant celui-ci à réclamer la levée du blocus à n'importe quel prix (et d'abord à celui de l'abandon du soutien à la Corée du Nord).

Le calcul était faux. Le régime de Mao a décidé de ne pas céder et il ne s'est pas effondré pour autant. Vingt ans après, ce sont les Etats-Unis qui ont dû réviser leur position. Ce sont eux les premiers qui ont eu besoin de faire appel à la Chine. Nixon déclarait en 1972 dans son message annuel au Congrès : « La paix en Asie, et le progrès, et la stabilité en Asie et dans le monde nécessitent une contribution positive de la Chine. » Et de fait, incapables de vaincre militairement la résistance acharnée du petit peuple vietnamien, les USA devaient réviser toute leur politique dans cette partie du monde et rechercher la collaboration de la Chine pour le maintien du statu quo en Asie du Sud-Est.

Dès que les USA, à la suite de l'offensive FNL du Têt en 1968, ont décidé de se désengager du Vietnam, ils ont amorcé leur rapprochement avec la Chine. Au printemps 1971, le gouvernement américain annonçait un assouplissement de l'embargo envers la Chine. Six mois plus tard, en octobre 1971, la Chine entrait à l'ONU, remplaçant enfin Formose : les Etats-Unis laissaient faire. Enfin, le 20 février 1972, l'avion présidentiel qui transportait Nixon se posait à Pékin.

Le peuple chinois et le peuple vietnamien ont certes contraint l'impérialisme américain à reculer, à renoncer à la politique qu'il avait préconisée pendant vingt ans. Mais l'anti-impérialisme de la Chine de Mao, que pendant vingt ans on présentait comme une preuve de la nature révolutionnaire et socialiste du régime, était en fait tout de circonstance. La rupture de la Chine Populaire avec l'impérialisme vient du fait que l'impérialisme était anti-maoïste, plus que les maoïstes n'étaient anti-impérialistes.

De la collaboration à la rupture avec l'URSS

Ce n'est qu'en février 1950 que le gouvernement soviétique signa avec Mao un traité d'alliance, renouvelant ainsi celui qu'il avait signé — et qui était prévu pour vingt-cinq ans — avec Tchang Kai-shek en 1945.

Mais pendant dix ans, les intérêts des gouvernements russes et chinois vont coïncider face aux Etats-Unis. Tandis que l'URSS craint une nouvelle guerre mondiale que l'impérialisme américain dirigerait contre elle, l'Etat chinois, isolé par le blocus économique et politique décrété par les Etats-Unis, doit se tourner vers l'URSS.

L'accord n'est donc en rien inspiré par une idéologie communiste commune, mais par la seule nécessité.

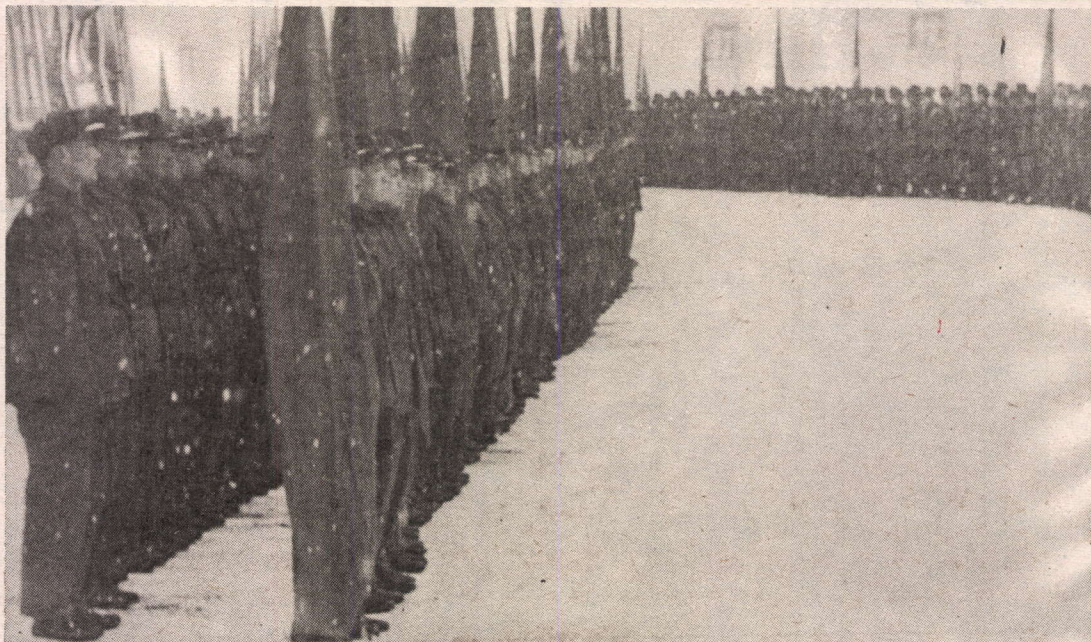
En mai 1953 un accord est signé, par lequel le gouvernement soviétique s'engage à réaliser dans les sept années à venir cent quarante et un projets industriels de grande envergure en Chine.

Mais quand, en septembre 1959, Khrouchtchev va aux USA pour rencontrer Eisenhower à Camp David, la Chine craint qu'un accord entre l'URSS et les USA ne se réalise aux dépens des intérêts nationaux chinois. A cette époque, par exemple, l'URSS prend formellement position contre l'utilisation de la force pour la reconquête de Formose ou des îles encore tenues par les troupes de Tchang.

Plus tard, la Chine accusera précisément Khrouchtchev d'avoir offert en cadeau aux USA l'annulation de l'accord, signé en 1957, prévoyant que l'URSS livrerait à la Chine les moyens de fabriquer une bombe atomique.

C'est en avril 1960 que commence dans le *Quotidien du Peuple* de Pékin les attaques contre l'URSS — d'abord voilées, sous couvert de débats idéologiques. L'URSS réagit brutalement le 16 juillet, en décidant de retirer, dans le délai d'un mois, les 1.390 spécialistes qui se trouvaient en Chine.

La bureaucratie soviétique, semble-t-il, n'avait rien appris de l'exemple du blocus américain et de la volonté nationaliste des maoïstes de ne pas plier devant les grandes puissances étrangères. Elle croyait pouvoir exercer une pression sur les dirigeants chinois, comme elle l'a fait avec les gouvernements des démocraties populaires en Europe centrale. Mais c'était oublier que le régime de Mao disposait d'une large assise populaire lui permettant de s'appuyer sur elle pour résister à l'URSS, comme, avant elle, aux USA.



La division blindée de l'armée de libération nationale chinoise rend hommage... à deux représentants de la CDU allemande. (Sipa Press)

La politique extérieure chinoise : pour les seuls intérêts nationaux de l'Etat chinois

Que ce soit de 1949 à 1960, dans la phase de l'alliance avec l'URSS, ou de 1960 à 1970, la rupture avec l'URSS consommée, le PC chinois fut toujours prêt à s'allier même avec des politiciens bourgeois réactionnaires.

Ainsi en 1970, le nouveau président du Pakistan, le général Yahia Khan, est reçu avec tous les honneurs à Pékin. Il vient pourtant d'écraser dans le sang la révolte des paysans du Bengale et, de plus, le Pakistan est membre du CENTO, pacte militaire pro-américain.

Mais, avec le rapprochement avec les USA, la Chine va en venir à se comporter comme un « membre de fait de l'OTAN ». Désormais, c'est l'URSS qui est l'ennemi principal. En Europe occidentale, on encourage les politiciens les plus à droite, comme Strauss, le leader de la droite démocrate-chrétienne allemande, qui est reçu à Pékin. L'URSS est présentée

comme un dangereux agresseur des pauvres pays impérialistes, comme la France ou l'Allemagne !

En mars 1971, la Chine (comme les USA) soutient le Pakistan, qui cherche, sans succès d'ailleurs, à écraser dans le sang les Bengalis qui veulent leur indépendance. Au même moment, elle soutient également le gouvernement de Ceylan, qui écrase la révolte paysanne du Front populaire de libération, pourtant « pro-chinoise ».

En juillet 1971, au moment où au Soudan le dictateur Nemeiry fusille les militants communistes, il a le soutien de Pékin, qui dénonce la « clique de coup d'Etat », c'est-à-dire le Parti Communiste Soudanais. Le général Ne Win, dictateur de la Birmanie, cesse d'être un « réactionnaire fasciste » pour être reçu par Mao en août 1971. Le président du Zaïre (ex-Congo belge), connu pour être une créature des Américains, est également reçu en grande pompe à Pékin...

Depuis plusieurs années, la politique extérieure de la Chine est ainsi dominée par une hostilité systématique contre l'URSS, comme on l'a vu encore récemment en Angola, où elle était dans le même camp que les USA, ou par les bons rapports qu'elle entretient avec le Chili de Pinochet.

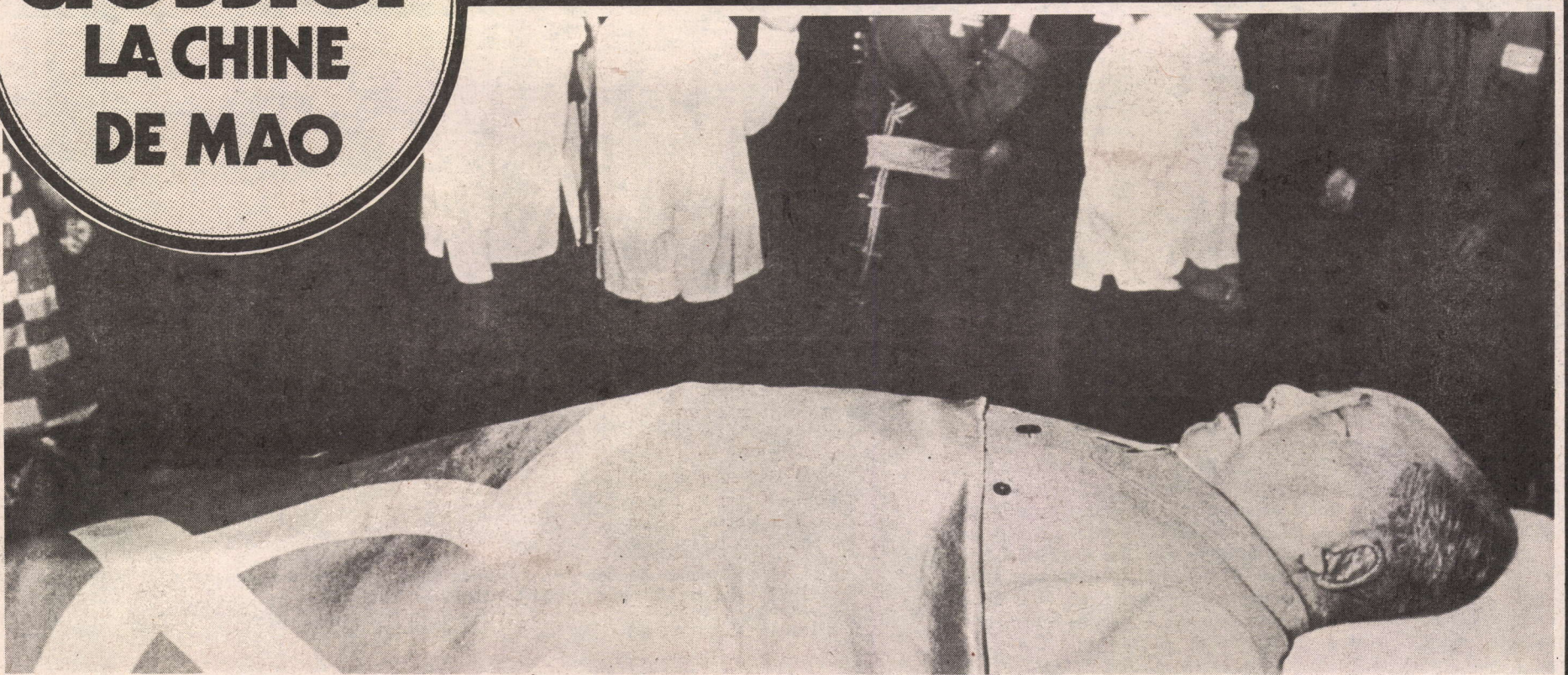
A chaque fois qu'elle établissait des relations avec un autre Etat, même le plus réactionnaire, la Chine a toujours abandonné tout soutien, même verbal, aux mouvements d'opposition ou de guérilla. Non seulement les dirigeants chinois, qui prétendent maintenir le marxisme-léninisme contre l'URSS, n'ont jamais cherché à créer une nouvelle Internationale ouvrière révolutionnaire mais, bien plus, ils n'ont jamais pris en considération que les intérêts diplomatiques de leur Etat, même quand ce devait être aux dépens des mouvements nationalistes qui se réclamaient du maoïsme.



Le 27 mai 1976 : la dernière entrevue qu'a eue le président Mao Tsé-tung avec un visiteur étranger, le ministre du Pakistan Ali Bhutto. (AFP)

dossier LA CHINE DE MAO

où va la chine?



L'ECONOMIE CHINOISE :

PAS SORTIE

DU SOUS-DEVELOPPEMENT

L'absence de chiffres crédibles, la méfiance qui enveloppe les données officielles, la dissimulation de secteurs entiers de l'activité font que bien des incertitudes enveloppent l'économie chinoise. Ainsi, selon les sources, l'évaluation de la production d'acier, par exemple, a pu varier du simple au double.

Il est certain que la disparition de l'ancienne Chine féodale a bouleversé de fond en comble le sort de centaines de millions d'hommes, et d'abord des paysans. Tous les observateurs qui ont connu le pays avant la révolution s'accordent à dire que le changement est saisissant. Finis les morts de faim, les enfants qu'on ne pouvait nourrir tués ou vendus, les usuriers et seigneurs qui pillaient les campagnes. L'immense cortège des abus de l'ancienne société a disparu, même si la bureaucratie nouvelle en a fait réapparaître quelques autres.

Par ailleurs, le nouveau régime a entrepris de développer l'industrie à partir des faibles bases qu'avaient implantées les capitaux japonais ou européens, du temps de la domination impérialiste. Effectivement, de nouvelles mines, de nouvelles usines ont vu le jour. Mais quelle est l'ampleur de cette industrialisation ?

Les observateurs qui visitent la Chine se déclarent surpris de l'absence de camions sur les routes, de l'absence de routes bien souvent. De la présence générale des « cyclopoûsses » qui, même dans les usines, servent à transporter des chargements. On ne voit quasiment pas de matériel agricole dans les campagnes, peu d'engrais, etc.

La production d'électricité est un excellent indice qui permet de mesurer le niveau de développement d'un pays. Selon les chiffres communément admis, la Chine produirait entre 120 et 150 milliards de kilowatts-heure, c'est-à-dire quinze fois moins que les USA, 50 % de moins que la France (seize fois moins peuplée pourtant). Cette donnée illustre le retard de la Chine.

Les usines, les villes industrielles sont encore des îlots au sein d'un océan de campagnes. Pour transformer radicalement ces dernières, pour introduire routes, eau, électricité, matériel agricole, sta-

tions de réparations, engrais et aussi les biens de consommation dans un pays grand comme l'Europe, où vit le quart de l'humanité, il faudrait une industrie développée. Autant dire que la modification radicale du pays est totalement exclue aujourd'hui.

Pourtant, fait-on remarquer, la Chine a obtenu certains succès. Elle produirait 400 millions de tonnes de charbon (troisième rang dans le monde). Mais c'est à l'époque précisément où le charbon passe au second rang dans l'économie des pays industrialisés, derrière le pétrole, le gaz naturel, l'énergie nucléaire — toutes sources d'énergie où la Chine a un retard énorme. La Chine produirait autant d'acier que la France. Admettons, mais c'est seize fois moins relativement à la population, et aujourd'hui l'acier n'est déjà plus le métal-roi d'autrefois. Combien la Chine produit-elle d'aluminium, de matières plastiques ? Où en est son industrie électronique ? Son industrie chimique ? Dans tous ces secteurs de pointe, le retard est infiniment plus écrasant que pour le charbon ou l'acier.

La mise au point de bombes atomiques et autres fusées ne doit pas faire illusion. Le régime — comme celui de l'URSS d'ailleurs — a été capable de concentrer énergies et capitaux dans certains domaines militaires, au détriment du reste. Il est loin, bien loin d'avoir industrialisé la Chine.

Selon Robert Guillaud, l'un des aspects significatifs de la transformation de l'économie chinoise, c'est la disparition des paniers et des balanciers qui reposaient sur les épaules des porteurs de l'ancienne Chine, et leur remplacement généralisé par des cyclopoûsses. Pour celui qui porte ou qui pédale, il s'agit certainement d'un progrès considérable. Mais ce n'est pas l'industrialisation — sans même parler du socialisme.

Pour industrialiser un pays, il ne suffit pas du travail, même de centaines de millions d'hommes et de femmes. Il faut aussi la base technique, financière, économique, qui manque justement à la Chine : celle que les pays capitalistes ont accumulée pendant les derniers siècles, à ses dépens comme à ceux des autres pays sous-développés.

SUCCESSION DE MAO

ET

STABILITÉ DU RÉGIME

Après la disparition de Mao, chacun aujourd'hui s'interroge. Où va la Chine ? Comment va se faire la succession ? Et chacun de faire des supputations sur la solidité et la stabilité du régime.

Il est certes possible que les querelles de succession entraînent des remous au sommet de l'Etat chinois. Il y a certainement plus d'un prétendant à la charge qui vient d'être laissée vacante.

Le régime maoïste n'a institué aucune démocratie, non seulement pour les masses chinoises, ouvriers ou paysans, mais même au niveau de la couche des dirigeants. Dans un tel régime chaque querelle de politique ou de personne doit se résoudre non par un débat libre et ouvert, mais par une épreuve de force, qui en général amène l'élimination politique sinon physique du perdant. En Chine, contrairement à l'URSS de l'époque stalinienne, on se contenta généralement mais pas toujours, de l'élimination politique. Ce qui semble prouver que la situation de Mao était tout compte fait mieux assise que celle de Staline.

Avant que l'Etat chinois se donne à nouveau un maître et un arbitre suprême comme l'était Mao — et justement parce que cet arbitre, qui pouvait régler au mieux et au plus vite les épreuves de force, manque — il faut le temps que l'un des dirigeants actuels s'impose à ses pairs, soit en les élimi-

nant, soit en les amenant à reconnaître sa suprématie. On peut raisonnablement s'attendre à une succession de coups de force, de coups de théâtre et de bagarres sordides d'appareils.

On ne peut pas savoir sous quelles couvertures politiques ou idéologiques ces batailles seront conduites. On peut imaginer qu'il pourrait arriver à Mao ce qui arriva à Staline. Ses successeurs, qui avaient été ses plus plats courtisans de son vivant, éprouveront le besoin, lui mort, pour asseoir leur autorité ou aider à liquider d'autres prétendants de se débarrasser de la mémoire de leur ancien patron. On peut imaginer une « dé-maoïsation ». On peut aussi imaginer le contraire : une surenchère dans le culte du mort pour mieux se parer de ses dépouilles.

Pourtant ces remous au sommet de l'Etat chinois ne signifient nullement une déstabilisation du régime. Pas plus que les querelles qui ont opposé Mao à certains de ses seconds n'ont mis le moins du monde en cause sa stabilité. Et elles ont pourtant été nombreuses durant vingt-sept ans. Ils ont été nombreux, les anciens compagnons éliminés lors de tel ou tel tournant de la politique maoïste : depuis Peng Teh-huai, lors du Grand Bond en avant, jusqu'à Teng Hsiao-ping au début de cette année, en passant par Liu Shao-chi lors de la Révolution culturelle et son adversaire Lin

Piao, quelques années plus tard.

C'est que, par-delà les querelles de personnes, le régime est fort de l'assise sociale populaire qu'il a gagnée auprès de centaines de millions de petits bourgeois des villes et des campagnes, en améliorant leur vie d'une part, sur la base d'une politique nationaliste d'autre part.

Et c'est pour cela que, quel que soit le nom du futur successeur de Mao, il n'y a pas de chances que lui ou les péripéties de sa venue au pouvoir changent soit le régime, soit sa politique fondamentale, la défense intransigeante des intérêts nationaux.

Celle-ci a d'ailleurs bien des applications et des aspects possibles, comme l'a montré Mao lui-même en renversant, par exemple, les alliances avec l'URSS et les USA.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les remous ne soient plus simplement dans l'appareil d'Etat actuel, mais sociaux ; que, sous l'effet des profondes contradictions du sous-développement et de la pression impérialiste, certes pas résolues, des couches sociales se mettent en mouvement (parties de la petite bourgeoisie des villes ou des campagnes, ou classe ouvrière).

Cela ne doit surtout pas être exclu à court ou long terme. Mais c'est une tout autre affaire que celle de la succession de Mao.

Le projet de libéralisation de Suarez...

Le Premier ministre espagnol, Adolfo Suarez, a présenté le 10 septembre à la télévision un projet de réforme constitutionnelle. Il s'agit de « donner la parole au peuple », dit-il, au moyen d'élections générales au suffrage universel qui auraient lieu avant juin 1977. Ce « Congrès des députés » de 350 élus serait flanqué d'un Sénat composé aux quatre cinquièmes de sénateurs élus par les « entités territoriales » (c'est-à-dire les associations familiales, municipales et syndicats officiels, tous mis en place par le régime franquiste) et, pour un cinquième, de membres nommés par le roi. Ces assemblées auraient la charge d'établir de nouvelles lois constitutionnelles et de « résoudre d'autres grands problèmes politiques, avec l'autorité que donnera la représentativité électorale ; l'institutionnalisation des régions dans le cadre de l'unité permanente de l'Espagne, la réforme syndicale définitive, la réforme fiscale et les rapports du gouvernement avec les chambres législatives. »

Ainsi le projet du gouvernement, et donc du roi Juan Carlos, marque une volonté évidente de ne pas revenir en arrière dans la voie de la libéralisation et d'instaurer en Espagne un régime parlementaire aux allures

démocratiques, à l'instar des autres puissances occidentales.

Seulement, et c'est là le problème dans l'Espagne d'aujourd'hui, pour rester dans le cadre de la légalité franquiste, il faut que ce projet soit approuvé par la Phalange — qui devait en débattre — et par les Cortes actuelles, composées pour l'essentiel de députés désignés par Franco...

Faire avancer les choses sans heurter de front la droite, qui possède encore l'essentiel des leviers de commande dans l'appareil d'Etat, c'est là le dilemme dans lequel est enfermé le gouvernement. Il avance pourtant prudemment.

Si la droite persiste à faire obstruction à ce projet, il reste au roi la possibilité — qui a été largement évoquée — d'organiser un référendum. Aucun des partis ou des personnalités de l'opposition n'a critiqué franchement ce projet. Ils se sont contentés de regretter de ne pas y avoir été plus ouvertement associés, sans compter qu'il reste à régler le problème du Parti Communiste Espagnol. Et c'est le point sur lequel la droite est la plus intransigente. Tous les partis de l'opposition peuvent maintenant, conformément à une loi sur les associations adoptée il y a quelques mois, entreprendre les dé-

marches nécessaires pour être reconnus légalement, sauf les formations dites « totalitaires », dans lesquelles est rangé le PCE. Mais le PCE a déjà eu des contacts officiels avec des représentants du gouvernement et il n'est pas impossible qu'une solution soit trouvée dans la participation du PCE. En tout cas, une chose est certaine aujourd'hui en Espagne : l'opposition et la fraction « libérale » au gouvernement sont bien d'accord pour essayer d'assurer le passage à un régime plus démocratique, au moins dans les apparences, avec le moins de heurts et de troubles possibles. Accord implicite qui a déjà permis à Juan Carlos, considéré par tous comme un fantôme lors de son accession au trône, d'apparaître peu à peu comme un arbitre.

Il reste à savoir, face à la lenteur et à la prudence avec lesquelles avancent les sommets espagnols, comment va réagir la population espagnole, ces travailleurs qui n'attendent pas la réforme constitutionnelle pour faire grève, ces Basques et ces Catalans qui n'attendent pas les élections pour descendre dans la rue et qui, souvent encore, trouvent en face d'eux la police et l'armée.

Sylvie FRIEDMAN.



Manifestation de travailleurs à Basauri (Biscaye), le 13 septembre. (UPI)

... et les grèves au Pays basque

C'est une balle tirée par un policier qui a tué Zabala, un jeune manifestant basque à Fontarabie. Et cette mort a entraîné la grève générale la plus puissante qu'on ait vue au Pays basque depuis la mort de Franco. Grèves et manifestations se succèdent : grève par solidarité, grève contre la répression policière, grève pour la signature des contrats collectifs, grève pour la liberté et l'amnistie, grève pour la liberté du Pays basque, tout se mêle dans un même mouvement qui a paralysé lundi 13 septembre tout le Guipzcoa et la Biscaye.

Et malgré la brutalité de l'intervention policière, malgré les brigades anti-émeutes, malgré la police qui, comme à Sestao (banlieue même de Bilbao) a tiré à la mitrailleuse sur le trottoir et

atteint par ricochet les manifestants, malgré les blessés, la grève continue.

Elle se déroule au moment où le problème du renouvellement des contrats collectifs se pose pour l'ensemble des travailleurs du pays et où des grèves démarrent en Galice, notamment à la Corogne.

Ce mécontentement et cette mobilisation ouvrière inquiètent le gouvernement. L'attitude de la police qui, partout au Pays basque, a tenté de s'opposer par la force aux manifestations ouvrières, tandis qu'à l'autre bout du pays, en Catalogne, les autorités ont fini par tolérer la tenue d'un grand rassemblement populaire, est caractéristique de la démarche du gouvernement et de l'étroitesse de sa marge de manœuvre. Le gouvernement est hésitant

sur la conduite à tenir vis-à-vis de certaines manifestations de l'opposition. Mais, quand il a affaire à un mouvement ouvrier, il réagit par la répression.

Le projet de libéralisation proposé par Suarez, comme la rupture négociée réclamée par l'opposition, supposent que la classe ouvrière espagnole ne déborde pas certaines limites et n'échappe pas au contrôle des partis qui parlent en son nom.

Si les grèves qui paralysent le Pays basque débordent le cadre du nationalisme basque, si elles s'étendent à d'autres provinces ou rejoignent d'autres combats revendicatifs économiques, elles risquent de poser un problème politique de taille au gouvernement Suarez.

Le Vietnam et l'ONU :

Les leçons d'humanité de Washington

Les Etats-Unis ont opposé lundi 13 septembre leur veto à l'admission à l'ONU de la République socialiste du Vietnam.

D'après Washington, ce refus serait motivé par le fait que ce pays ne remplit pas, sur le plan strictement humanitaire, les conditions exigées pour devenir membre de l'ONU.

Plus concrètement, les USA — et en particulier Ford qui, dans sa campagne électorale, entend faire montre de fermeté — exigeraient que leur soient fournis des renseignements concernant plusieurs centaines d'Américains disparus au cours de la guerre et morts, puisque tous les prisonniers politiques ont été libérés.

Quant au gouvernement vietnamien, il se refuserait à donner des informations complètes concernant les militaires américains tués, tant que les USA n'ont pas commencé à verser l'aide à la reconstruction prévue comme dommage de guerre dans les accords de paix.

Mais, quelles que soient les motivations de Hanoi et de Washington, quels que soient aussi les dessous électoraux de l'affaire, les prétentions humanitaires de Ford ne manquent pas de cynisme. Et si les critères humanitaires invoqués par Washington pour l'appartenance à l'ONU sont si déterminants, qu'est-ce qu'y fait Washington, et comment expliquer que ce « repaire de brigands » (comme disait Lénine) ne soit pas une maison vide depuis bien longtemps ?

Henriette MAUTHEY.

Portugal :

Le Parti Socialiste au gouvernement : discipline et austérité



Mario Soares apprenant en avril 76 un succès électoral qui allait préparer une politique d'austérité pour les travailleurs portugais.

Il y a quelques jours, le Premier ministre portugais, le socialiste Mario Soares, a présenté à la télévision le programme économique de son gouvernement. Ce fut un discours axé sur la discipline, le retour à la légalité, le respect de la propriété, bref une mise en demeure adressée à la classe ouvrière et à la population laborieuse des campagnes.

Cette allocution musclée, bien des hommes de droite ne l'auraient pas reniée. Ordre et autorité, travail et discipline en ont été les mots les plus souvent répétés, tandis que Soares condamnait « la fureur revendicative » et l'absentéisme, menaçant de « punir » ceux qui ne veulent pas travailler et les ouvriers qui se mettent en « grève sauvage », et s'en prenant aux auteurs de séquestrations et d'occupations illégales qui « tombent sous le coup de la loi ».

Quant aux mesures annoncées, elles vont toutes dans le même sens : diminution du niveau de vie des travailleurs, aggravation de leurs conditions de travail et d'existence. Ainsi dans les usines le gouvernement socialiste va faciliter les licenciements « justifiés ». Les assemblées générales sur le temps de travail seront in-

terdites. Certaines formes de lutte seront condamnées comme illégales. Les prix vont augmenter — notamment ceux des transports — tandis que les travailleurs verront leur treizième mois automatiquement transformé en bons du trésor au-delà de 5.000 escudos. En clair : il sera récupéré et transformé en épargne forcée par l'Etat.

Menaces contre les travailleurs qui seraient des privilégiés et qui, en réclamant le « droit à la paresse », seraient responsables de la crise économique, pour partie tout au moins. Menaces aussi contre les paysans pauvres, les ouvriers agricoles occupant illégalement des domaines et les menant « à la faillite économique », dans l'Alentejo notamment.

Par contre, Soares a multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard des possédants : on va arrêter les nationalisations, 101 propriétés foncières vont être restituées à leurs anciens patrons, des entreprises autogérées seront rendues à leurs anciens propriétaires, des prêts à faible taux seront consentis aux industriels.

Rien d'étonnant donc si la droite portugaise a salué le « réalisme » du socialiste Soares. Le

Parti Communiste Portugais, lui, a violemment attaqué le discours « le plus patronal » prononcé depuis la chute du dictateur Caetano, voici deux ans et demi. Mais le parti d'Alvaro Cunhal serait sans doute plus convaincant dans ses dénonciations si toute sa politique ces derniers mois n'avait justement été de rechercher l'alliance avec le Parti Socialiste, et surtout, s'il n'avait pas revendiqué, haut et fort, une participation à ce gouvernement qu'il dénonce (à juste titre) aujourd'hui.

« C'est ça ou le Chili » a déclaré Mario Soares en guise de justification de sa politique, ou plutôt de chantage auprès de la population laborieuse. Et le pire, c'est que rien ne garantit qu'un jour, en plus de « ça », ce ne soit également le Chili. Car c'est ce genre de politique qui prépare le Chili.

En tout cas, rien ne dit que la classe ouvrière portugaise, dont la conscience et l'organisation ont grandi au cours de ces deux dernières années, soit prête à accepter une telle politique de droite, quel que soit, d'ailleurs, le parti qui en endosse la responsabilité.

Pierre LAFFITTE.

IL Y A PIRATES ET PIRATES

Si Giscard et Ponia ont profité de l'affaire du Boeing détourné par des nationalistes croates pour faire étalage de fermeté, il n'en reste pas moins que la presse parlée et écrite a utilisé, à propos de cet incident, un ton bien différent de celui qui est de rigueur lorsque les « pirates de l'air » sont des Palestiniens. Et cela, bien que les mêmes terroristes croates aient été responsables de la mort d'un policier, déchiqueté par la bombe qu'ils avaient déposée à New York.

La presse américaine s'est vite empressée de publier la proclamation des « Forces de Libération de la Croatie », et la Maison Blanche elle-même a assuré les auteurs de ce détournement d'avion qu'elle comprenait leurs revendications.

Ce n'est pas que les dirigeants américains, dans un brusque accès de démocratisation, se soucient particulièrement du mécontentement qui existe dans la population

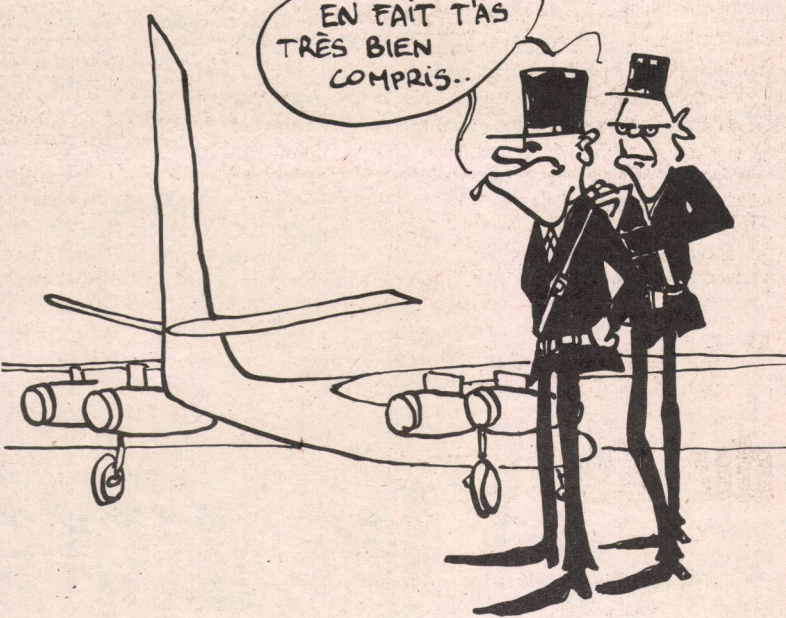
croate du fait de la politique du gouvernement de Belgrade favorisant les Serbes, malgré tous les discours sur l'égalité des républiques fédérées de Yougoslavie. Mais les groupes nationalistes d'extrême-droite qui essaient de s'appuyer sur ce mécontentement, et qui s'inspirent plus ou moins directement de la sinistre tradition de « l'oustachi » d'Ante Pavelitch (qui instaura en 1941, en Croatie, avec la bénédiction d'Hitler, une dictature féroce) et qui font preuve d'un anticommunisme viscéral, sont pour les dirigeants américains des gens d'un meilleur monde que les Palestiniens refusant le statu quo impérialiste au Moyen-Orient.

Et ce n'est quand même pas parce que Tito n'a de communisme que le nom qu'il n'est pas bienvenu pour les USA de se livrer, par terroristes croates interposés, à un peu de propagande anti-yougoslave...

F.D.

JE N'AI RIEN COMPRIS ! QUAND UN PIRATE DE L'AIR EST PALESTINIEN C'EST UN DANGEREUX TERRORISTE, QUAND C'EST UN CROATE D'EXTRÊME-DROITE ON PARLE PLUS POLIMENT !..

EN FAIT T'AS TRÈS BIEN COMPRIS...



Angleterre :

Au congrès des Trade Unions : des syndicalistes efficaces... dans la collaboration de classe

Le 108^e congrès des syndicats britanniques vient de se clore à Brighton. Durant tout ce congrès, l'essentiel des efforts des dirigeants a consisté à éviter que le syndicat de la marine marchande ne déclenche une grève des marins britanniques. Finalement, les dirigeants de la confédération (TUC) ont obtenu que la décision concernant cette grève soit différée d'au moins quinze jours.

Ce congrès a donc montré que le souci majeur des bureaucra-

tes syndicaux de Grande-Bretagne était de ne pas rompre la solidarité qui les lie au gouvernement travailliste, solidarité consacrée par un « contrat social » qui prévoit, entre autres, que les syndicats limiteront leurs exigences en matière de salaires, de sorte que les augmentations ne dépassent pas 4 % dans l'année. C'est-à-dire un taux bien plus faible que celui de la hausse du coût de la vie. Et pour ce faire, ils ne ménagent pas leurs efforts.

La politique de l'appareil syndical britannique apparaît clairement : collaborer avec un gouvernement de gauche, afin de faire accepter à la classe ouvrière qu'elle paye la crise. Une crise qui la touche cruellement, puisque les prix ne cessent d'augmenter, tandis que la Grande-Bretagne connaît au moins un million cinq cent mille chômeurs.

Jean-Pierre VALI.

Cologne :

L'hommage de l'extrême-droite à Peiper

Des groupes d'extrême-droite ouest-allemands — entre autres l'Union du Peuple Allemand — avaient fait le projet d'ériger une statue au colonel SS Joachim Peiper, mort en France il y a deux mois, dans l'incendie de sa maison. La statue devait être inaugurée à Cologne puis transportée à l'emplacement du camp de concentration de Dachau.

Devant les protestations nationales et surtout internationales, les autorités ont interdit cette manifestation.

Trois cents militants d'extrême-droite se sont tout de même réu-

nis dans un restaurant de la banlieue de Cologne, samedi 11 septembre, pour rendre hommage à Peiper.

La police était là, en force... mais pour les protéger des contre-manifestants de gauche ou d'extrême-gauche.

Les autorités ouest-allemandes, qui comptent dans leurs rangs tant de nostalgiques du nazisme et qui se sont spécialisées dans la chasse aux sorcières contre tout ce qui est de gauche, ne pouvaient pas faire moins.

S.M.



Pendant qu'un accord s'ébauche sur le dos de la gauche libanaise, sur le terrain, les combats continuent. (Norma)

Les dirigeants palestiniens sur le chemin de Damas

A l'approche de l'échéance du 23 septembre, date de l'entrée en fonctions du nouveau président de la République Elias Sarkis, les négociations se poursuivent pour tenter de mettre en place un semblant de « solution politique » au Liban. La Syrie vient de proposer de renouer officiellement le dialogue avec l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine, présidée par Yasser Arafat. Cela pourrait se faire sous la forme d'une rencontre tripartite entre Khleifiaoui, Premier ministre syrien, Yasser Arafat et Elias Sarkis.

Cette rencontre aura-t-elle effectivement lieu ? D'autres contacts du même type ont déjà été an-

nulés. Mais la Syrie, appuyée par les autres gouvernements arabes, persiste dans sa tentative de « règlement à trois », entre la droite chrétienne et la résistance palestinienne, sous l'égide de la Syrie, ignorant totalement la gauche libanaise. Et ce qui est certain, c'est qu'elle rencontre une oreille de plus en plus favorable de la part de la Résistance palestinienne. Les dirigeants de celle-ci, Yasser Arafat et Abou Ayad, ont maintes fois répété qu'ils étaient prêts au dialogue avec la Syrie, prêts à en finir avec les affrontements, en s'engageant à respecter les Accords du Caire, c'est-à-dire les accords réglant la présence des organisations palestiniennes sur le territoire libanais.

Ce que recherche la Syrie est donc clair. Il s'agit d'établir un accord entre la droite chrétienne et les Palestiniens. Ceux-ci s'engageraient à rester dans leurs camps et à ne pas intervenir dans la vie politique libanaise. En clair, ils s'engageraient à « lâcher » complètement leurs alliés de la gauche libanaise. Les organisations palestiniennes une fois neutralisées avec l'accord de leurs propres dirigeants, la droite chrétienne et la Syrie pensent pouvoir en finir rapidement avec la gauche, cette gauche que tous sont d'accord pour exclure de tout règlement, avant peut-être de s'en prendre de nouveau à la Résistance palestinienne elle-même.

Cette attitude des dirigeants de la Résistance palestinienne n'est pas une chose nouvelle. En fait, elle n'a été impliquée dans la guerre civile libanaise que par la volonté de ses adversaires et du fait des liens étroits, à la base, entre la population palestinienne et la population libanaise. L'élément nouveau est l'attitude d'ouverture de la Syrie et de la droite chrétienne, et sans doute un certain reflux de la mobilisation populaire dans le camp palestino-progressiste. Ces éléments donnent aux dirigeants palestiniens la possibilité de « lâcher » la gauche sans risquer d'être désavoués par leur base.

Pourtant, au moment même où ce règlement se prépare, sous l'égide de la plupart des pays arabes, au moment où Pierre Gemayel, chef des Phalanges fascistes libanaises, est reçu avec tous les honneurs à Damas et au Caire, au moment où les chefs palestiniens s'apprêtent à lâcher la gauche libanaise, les combats continuent. Les Phalanges continuent de chercher à réduire la gauche. Et ses obus ne regardent pas si les combattants sont Libanais ou Palestiniens. En se prêtant aux manœuvres de division de la Syrie, les dirigeants palestiniens ne font que faciliter un peu plus la répression menée par celle-ci et la droite chrétienne, non seulement contre la gauche, mais contre les organisations palestiniennes elles-mêmes.

C'est une politique qui a déjà coûté cher à la Résistance palestinienne. En 1970 déjà, lorsque le régime jordanien menait contre elle la répression de « Septembre noir », ses dirigeants n'avaient d'autre politique que de chercher un accord avec les dirigeants arabes, ceux-là mêmes qui applaudissaient ou même contribuaient directement à leur écrasement. De « Septembre noir » jordanien en guerre civile libanaise, c'est le nationalisme des dirigeants palestiniens qui est en cause.

A. F.

André FRY.

La violence raciste s'amplifie

Les actes racistes se multiplient aux U.S.A. La semaine dernière, une bande organisée de quelques dizaines de jeunes Blancs attaquait à coups de bâtons et de morceaux de tuyau tous les Noirs qui se trouvaient dans le petit jardin de Washington Square, dans le quartier de Greenwich Village à New York. Onze personnes ont été hospitalisées, dont une avec une fracture du crâne.

Ce genre de scène n'avait pas eu lieu à New York depuis longtemps. Mais dans certaines villes elles sont devenues monnaie courante.

Et, comme l'an dernier, les incidents racistes vont se multiplier encore avec la rentrée des classes, puisque le déplacement forcé d'écoliers blancs vers les écoles noires et réciproquement se poursuit dans plusieurs grandes villes, ce système du « busing » étant la seule « solution » que les pouvoirs publics ont trouvée pour pallier les carences du système scolaire !

Depuis le 1^{er} septembre, des manifestations anti-busing se succèdent à Louisville dans le Kentucky, qui avait déjà été le théâtre d'affrontements violents l'an dernier. Les manifestants racistes ont mis le feu à un panneau d'affichage publicitaire d'une station de radio appartenant à des Noirs aux cris de « Brûle, nègre, brûle ! » De même à Boston les incidents raciaux ont repris avec la rentrée et un autobus conduit par un Noir a été attaqué à coups de pierres par les manifestants anti-busing.

Tout au long de l'année dernière, la violence raciste s'est développée, attisée par les organisations d'extrême-droite, comme le Klu-Klux-Klan, qui cherchent à exploiter le mécontentement provoqué par la crise économique pour dresser les travailleurs les uns contre les autres. Tant que la crise ne se résorbe pas, ces tentatives de diviser la classe ouvrière se poursuivront : les incidents de la rentrée en témoignent. Et c'est pourquoi le racisme est l'un des principaux problèmes auxquels la classe ouvrière américaine ait aujourd'hui à faire face.

D. C.

IRAK

“ L'arabisation ” du Kurdistan

Selon deux organisations kurdes, le Parti Démocratique Kurde (PDK) et l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan), la rébellion kurde serait en train de reprendre en Irak. Ces deux organisations revendiquent la reprise de la guérilla contre le gouvernement de Bagdad, guérilla qui se serait manifestée notamment par des attaques de postes de l'armée et de la police.

Les Kurdes, peuple montagnard dispersé aux confins de l'Irak, de la Turquie et de la Syrie, luttent depuis des années pour leur indépendance. En Irak en particulier, la guérilla dirigée par Mustafa El Barzani a tenu tête au régime pendant des années. Et c'est à la suite d'un marchandage entre les dirigeants de Bagdad et le Chah d'Iran, qui jusqu'alors avait plus ou moins toléré l'utilisation du territoire iranien par les rebelles, que la rébellion a pris fin, du fait du « lâchage » de l'Irak le 6 mars 1975.

Mais le problème kurde n'en subsiste pas moins. Selon les organisations kurdes, le régime de Bagdad procéderait maintenant à des déplacements de population, déportant une partie des Kurdes vers le sud de l'Irak, pour les remplacer par une population arabe venue du sud.

Cette « arabisation » du Kurdistan irakien serait une bien curieuse façon d'appliquer le statut d'autonomie interne accepté par les dirigeants irakiens en mars 1975. Une chose est certaine en tout cas : le régime dictatorial de Bagdad est bien incapable d'apporter une solution réelle au problème. Il ne peut que refuser, dans les faits, les droits démocratiques aux minorités nationales, tout comme il les refuse à son propre peuple. Et il n'est guère étonnant qu'il ait recours à des mesures aussi extrêmes que le déplacement de populations pour tenter d'empêcher la reprise de la rébellion. Il est seulement douteux que de telles mesures puissent être efficaces. Elles pourraient même amener un certain nombre de Kurdes à reprendre les armes.

La justice à la rescousse des racistes

Le NAACP (Association nationale pour le progrès des gens de couleur), la plus grande association pour la défense des droits civiques aux Etats-Unis, vient d'être condamnée par un tribunal du Mississippi à payer plus d'un million de dollars à douze hommes d'affaires blancs.

Ceux-ci avaient réclamé des dédommagements parce que leurs affaires avaient souffert du boycott, lancé en 1966 par le NAACP à Port-Gibson dans le Mississippi, contre les entreprises blanches dans le but de contraindre hommes d'affaires et pouvoirs publics à embaucher des Noirs et à accorder aux Noirs le droit de vote.

Ainsi, dix ans après, c'est à ceux qui pratiquaient la discrimination raciale que les juges donnent raison et ce sont ceux qui se battaient contre le racisme qui sont condamnés !

D. C.

Fives-Cail-Babcock licencie, les syndicats laissent faire

La direction du trust FCB vient de décider la fermeture de l'usine d'Onnaing (Valenciennois). Elle a annoncé que le 13 septembre l'horaire serait de 0 heure pour les ateliers et de 24 heures pour les bureaux, ce qui consiste purement et simplement à mettre les 500 ouvriers à la porte en attendant de faire pareil pour les quelques employés restants. Il n'y aurait que 110 reclassements, dont une trentaine à Givors, près de Saint-Etienne.

Pourtant, dans d'autres usines du groupe, comme à Lille, l'horaire hebdomadaire est actuellement de 43 heures, et certains ateliers font même des heures supplémentaires. Il y aurait donc bien du travail pour tous.

A Lille, la CGT et la CFDT ont organisé le jeudi 9 septembre un débrayage symbolique d'une heure et demie, après l'annonce de la fermeture de l'usine.

Les syndicats de l'usine d'Onnaing ont organisé des actions

telles que le blocage de l'auto-roue. Mais c'est depuis deux ans que la politique syndicale montre son insuffisance. Ni à l'échelle du trust, ni dans les autres usines du groupe, là où nous avons du travail et où nous sommes les mieux placés pour empêcher FCB de licencier, les syndicats n'avaient jamais rien proposé, alors que la fermeture de l'usine était prévue de longue date.

Correspondant LO.

Grève des bus à Nantes :

On a voyagé gratis

La nouvelle société de transports en commun, la STAN, avait annoncé pour le vendredi 3 septembre l'extension du réseau. Ce qui entraînait une dégradation des conditions de travail des employés. Selon les nouvelles normes, en effet :

— les tramways devraient désormais encaisser les entrées, alors qu'avant il y avait un receveur ;

— ils auraient des horaires peu commodes certains commençant tôt le matin vers 7 heures, avec une grande coupure dans la journée, et finissant tard le soir, vers 20 heures ;

— les bus partant d'un dépôt le matin pour être garés dans un autre le soir, les tramways ne retrouveraient pas le soir leur

moyen de locomotion personnel avec lequel ils viennent le matin.

Aussi, vendredi 3 septembre, une grève d'avertissement fut organisée par les syndicats. Mais rien ne changea. Elle fut reconduite le lundi. Toujours rien. Pour le mardi, les employés décidèrent de faire la grève de la perception. Les bus circulèrent gratuitement, ce qui fut très apprécié de la population : ils étaient bondés. Mercredi, la grève cessa. Car la popularité du mouvement et le moral des grévistes avaient décidé la direction à accepter de tout revoir pour le 18 octobre. Les changements de dépôts étaient supprimés à partir du lundi 13 septembre, elle payait deux jours de grève sur quatre et donnait 80 F de prime

pour les six semaines à venir, en dédommagement des inconvénients du système actuel.

En marge de cette grève, un problème reste posé : celui du reclassement des receveurs de bus, qui ne travaillent plus depuis la rentrée. Pour l'instant, la STAN les paie normalement et cherche des places. Si certains ont pu avoir un emploi dans une cantine de CES ou ailleurs, aux autres, on ne propose que des postes provisoires qui ne font pas l'affaire. Et rien n'indique que les salaires vont rester les mêmes.

Tout n'est donc pas réglé. Mais le moral de tous a été remonté par le succès du mouvement.

Correspondant LO.

THOMSON-CSF (LEVALLOIS)

Facilités restreintes

Comme l'an dernier, sur le conseil du gouvernement, la direction accorde des facilités aux mères de famille pour se démenner dans la pagaille de la rentrée scolaire.

Et encore : facilités, façon de parler. Cette année, les mères de famille pourront disposer de deux

heures payées, maximum, à condition que leurs enfants n'aient pas plus de 7 ans. Et elles devront en faire la demande écrite au chef du personnel qui, par maîtrise interposée, déterminera la durée de l'absence en fonction du domicile. Quant au fait que les pères de famille peuvent eux aussi régler ces problèmes

de rentrée des classes, la direction ne veut pas l'envisager, sauf cas très exceptionnels.

Décidément, quelle procédure restrictive, quelles complications aberrantes pour payer deux heures d'absence : un minimum !

(Extrait du bulletin LO - Thomson-CSF (Levallois).

SNCF ROUEN SOTTEVILLE

Il fallait y penser

Pour faire payer des suppléments « trains rapides », la SNCF invoquait la rapidité du train et un si bon horaire favorable.

Les retards des trains étant courants, les demandes de remboursement se faisaient nombreuses. La direction a trouvé le truc pour y échapper : le supplément est rebaptisé « supplément confort » sur certains trains.

Le tour est joué. Les retards ne coûtent plus rien et le voyageur n'a qu'à attendre : il est bien assis !

(Extrait du bulletin LO - SNCF - Rouen-Sotteville)



SNCF Tours :

UNE DIRECTION CYNIQUE ET CRIMINELLE

Un de nos camarades du poste 3 au triage de Saint-Pierre est mort mardi 7, écrasé entre deux tampons de wagons.

Notre camarade était-il en train d'accrocher des wagons alors que d'autres arrivaient encore sur la voie ? A-t-il voulu traverser pour aller chercher un sabot ? Quelles que soient les circonstances, c'est tous les jours que la direction nous fait risquer de tels accidents avec les cadences et les réductions d'effectifs qui nous obligent à prendre moins de précautions pour aller plus vite.

Evidemment, la direction va se retrancher derrière le « P9 » pour manquement à la sécurité ; elle a même poussé le cynisme jusqu'à ordonner une prise de sang pour vérifier le taux d'alcool de notre camarade, ou à murmurer la thèse du suicide.

Mais elle peut toujours essayer de se couvrir par des méthodes odieuses, nous savons, nous, que ce sont les conditions de travail des triages qui sont responsables de la mort de notre camarade.

Correspondant LO.

Nouvel accord sur le chômage partiel : Une aumône

Mardi 14 septembre, les cinq confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC ont signé avec le CNPF un nouvel accord portant sur l'indemnisation du chômage partiel.

Le plancher minimum, qui était fixé à 7,90 F par heure chômée (en dessous de 40 heures), passera, au plus tard le 18 octobre, à 8,25 F (soit une augmentation de 35 centimes) et le 20 décembre à 8,40 F. Il n'atteindra pas tout à fait le SMIC qui, pour l'instant, est fixé, lui, à 8,58 F.

Autrement dit, un travailleur qui

effectue 35 heures de travail par semaine et qui serait donc indemnisé pour cinq heures perdues, toucherait par mois... 7 F de plus, soit le prix de trois livres de navets au cours actuel.

Et la morale de cet accord, c'est le représentant de la CGT qui l'a tirée au sortir de la négociation : « Cet accord, a-t-il déclaré, démontre une fois encore que la CGT n'est pas pour la politique du tout ou rien ».

G.L.

Les fêtes de Lutte Ouvrière

● 18 et 19 septembre

LYON

Terrain du Merlo, à Oullins (Rhône), avec :

Chansons : Christiane Oriol, Rafaël y Regina, Pierre Delorme, Y. Dujollie, M. Andersen, Frédéric, Steve Waring, Antoine Stacketti, Has Gamaz, Alain Corilas.

Théâtre : Flora Tristan.

Orchestres : Evolution (rock) - Angipatch (pop) - Four Gipsys (rock) - Les Guarachas (folklore sud-

américain) - La P'tate Chaude (folk).

Mime, danse, cinéma.

● 25 et 26 septembre

BORDEAUX

Parc Séguinaud, à Bas-sens.

● 9 et 10 octobre

RENNES

Salle des Lices.

Ouverture le 9 à 20 heures par un fest-noz.



Garabombo

de Manuel SCORZA

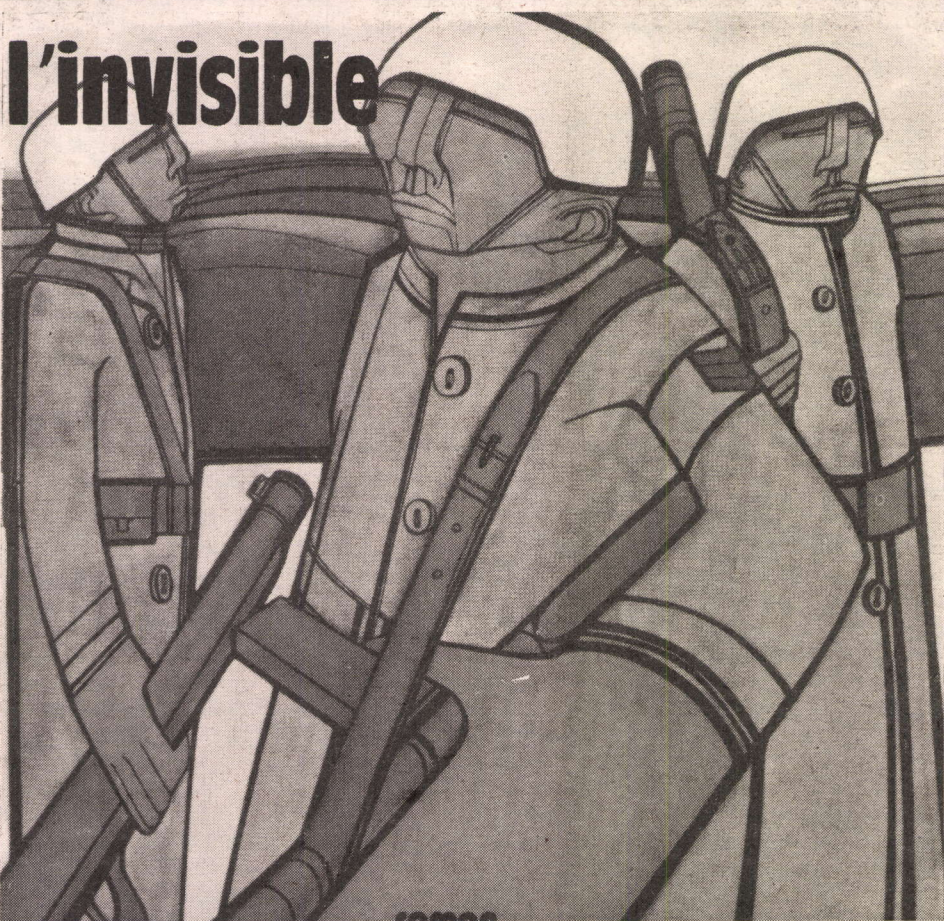
Comme dans son premier roman publié en France, *Roulements de tambour pour Rancas*, Manuel Scorza raconte dans *Garabombo l'invisible* un des épisodes de la lutte qui oppose les paysans de son pays, le Pérou, aux autorités.

En effet l'histoire qui nous est contée est véridique. En 1962, dix-huit mois après le massacre de Rancas, la communauté du village de Yanahuacan, avec à sa tête Firmin Espinoza dit « Garabombo », envahit et récupère les immenses territoires de trois haciendas, s'appuyant sur les titres de propriété octroyés à la communauté en 1711. Toute une partie du Pérou se soulève alors.

Ce roman, passant d'un personnage à l'autre, nous raconte les démêlés des figures les plus pittoresques du village avec les autorités. Cette chronique, drôle et vivante, est aussi la peinture des misères, des humiliations, des rêves et des espoirs des péons soumis à la violence du propriétaire local.

La construction du roman est déconcertante. Elle mêle les épisodes passés et les épisodes présents. Et, les rêves se mêlant au réel, le fantastique côtoie le quotidien, la légende se confond avec la vie. Les chevaux parlent aux hommes ; le fou du village, nain bossu, devient un beau jeune homme ; le héros, Gara-

l'invisible



bombo, est invisible devant les autorités. « Invisible, comme sont invisibles les réclamations, les abus, les plaintes. » Ce n'est qu'à la tête de la révolte que sa « maladie » cesse et que les autorités le voient à nouveau.

Finalement la révolte est noyée dans le sang, mais d'autres paysans se préparent...

L'auteur précise dans l'avertissement : « Les historiens ne disent rien

ou presque de l'atrocité et de la grandeur de ce combat inégal qui, une nouvelle fois, a ensanglanté les cordillères de Pasco en 1962 ». Avec *Garabombo l'invisible*, Manuel Scorza nous fait comprendre et aimer ces hommes simples qui luttent depuis des siècles pour la terre et la liberté.

François SAVERT.

Garabombo l'invisible, de Manuel Scorza - Ed. Grasset.

France-Musique :

Le petit doigt sur la couture du pantalon

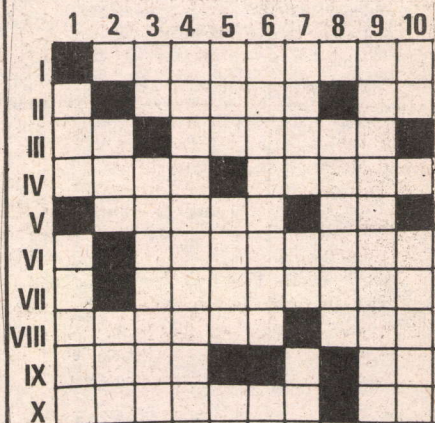
Jacques Erwan, ancien rédacteur au journal *Libération* et coproducteur d'une émission sur France-Musique intitulée *Les chansons*, a été interdit d'antenne par Jacqueline Baudrier. Il avait, blasphème suprême, programmé le jour du 14 juillet la chanson de Maxime Le Forestier *Le parachutiste* et cité des propos de Boris Vian et de Machiavel peu flatteurs pour la vaillante corporation militaire.

L'adjudant Baudrier ne plaisante pas. Il faut que, le 14 juillet, tout le monde marche au pas (et sans doute les autres jours aussi).

Faut-il passer par la voie hiérarchique pour lui rappeler que le 14 juillet, avant d'être une parade de sabreurs et de culottes de peau, commémore les débuts d'une révolution (bourgeoise, certes) qui fit défiler les têtes de quelques privilégiés au bout d'une pique et qui chantait *Les aristocrates à la lanterne* ? Une chanson sans doute censurée à France-Musique !

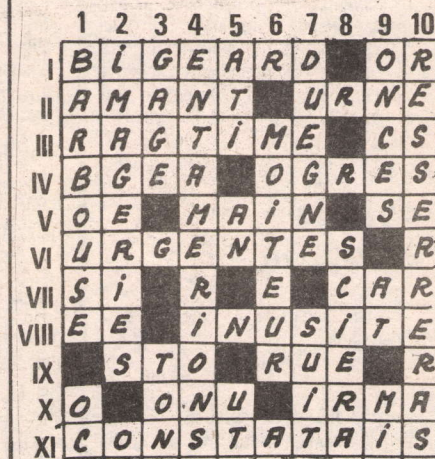
J.-P.V.

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Peuvent être très chères. — II. Jeu risqué - Conjonction. — III. Indéterminé - On s'en moque ou on s'en amuse. — IV. Se compose de numéros - Elles sont peu nombreuses. — V. Fleur mêlée - Conjonction. — VI. Le pêcheur de perles le fait souvent. — VII. Règlent définitivement. — VIII. Ne font aucun bien ! - Prénom. — IX. N'est pas reconnue - Participe passé. — X. Elle peut se tenir dans une cave ou dans un autre lieu - Unité.

VERTICALEMENT. — 1. On y marche - Ils sont levés mais rarement debout. — 2. Possessif - Dans le fond. — 3. Attention ! Servent à la reproduction. — 4. Louanges peu honnêtes. — 5. Elle habitait Thèbes - Peu sucré et peu généreux. — 6. Récipients. — 7. Coûte souvent très cher - Enlevé (épilé) - Difficile à identifier. — 8. Galerie difficile à épater. — 9. Montrera. — 10. Hypothèse - Cordages soutenant un mât.



Le sixième jour

d'Andrée CHEDID

En Egypte, il y a encore quelques années, les épidémies de choléra faisaient des ravages dans les campagnes et dans les villes. Une croyance populaire, qui n'est pas dénuée de fondement, veut que celui qui est atteint de cette maladie connaîtra son destin au bout du sixième jour : soit il en meurt, soit il en réchappe.

Andrée Chedid, romancière et poétesse libanaise, raconte les six jours que vit une vieille lavandière dont le petit-fils est atteint du choléra.

Ignorant, comme la majorité de la population pauvre, les mesures qu'il faut prendre pour lutter contre le choléra, la vieille femme préfère protéger l'enfant de tout son amour plutôt que de le confier aux infirmiers des services sanitaires. Et, de crainte que des voisins ou des dénonciateurs à l'affût de primes ne signalent le cas de choléra, elle choisit de se cacher avec son petit-fils en attendant le sixième jour.

Voilà un court roman qu'on peut lire avec intérêt, parce qu'il révèle d'une certaine façon le dénuement matériel et moral qui est le lot de cette grand-mère, comme de tous les pauvres des pays du Tiers Monde, et aussi parce que l'auteur, maniant tour à tour le réalisme et la poésie, écrit de façon simple et attachante.

Hélène DURY.

Le sixième jour, d'Andrée Chedid - Livre de Poche - 158 p.



Les ouvriers de Saint-Nazaire

de Nicolas FAUCIER

Rédigé de toute évidence par un syndicaliste d'accord avec les positions officielles de Force Ouvrière et son anticommunisme, ce petit livre entend retracer l'histoire ouvrière de Saint-Nazaire depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à 1975. Le récit chronologique des grandes grèves qui marquèrent la ville ne manque pas d'utilité pour qui veut avoir une idée du passé du mouvement ouvrier nazairien. Toutefois, la façon tendancieuse et parfois tout simplement mensongère dont sont rapportés des événements récents, comme la grève des mensuels des Chantiers de l'Atlantique en 1967, la grève de 1968 et les conflits de ces dernières années, retire de la crédibilité à l'ensemble. Ce qui est tout particulièrement choquant, c'est la façon hypocrite qu'a l'auteur de rejeter la responsabilité des échecs ouvriers sur le dos des travailleurs eux-mêmes, tandis que l'intervention syndicale — et, bien sûr, en premier

lieu, celle de FO — est placée au-dessus de tout soupçon. Tous les clichés sur les travailleurs qui « ne comprennent pas », qui « ne militent pas », qui « ne se syndiquent pas », qui suivent sans enthousiasme les consignes syndicales, émaillent les pages. De même, afin de liquider l'image de « Saint-Nazaire, capitale de la violence », qui fut la sienne au lendemain des grandes grèves de 1955, l'auteur s'emploie, en conclusion, à montrer que les travailleurs s'embourgeoient devant leur télévision et que, tout compte fait, « l'ouvrier nazairien est, par sa nature, pacifique et sociable et n'est vraiment pas terrible s'il est compris à temps » !

Heureusement que les travailleurs ne comptent pas sur de tels syndicalistes pour se faire comprendre, et encore moins pour changer leur sort.

Lucienne PLAIN

Les ouvriers de Saint-Nazaire, de Nicolas Faucier - Editions syndicalistes.

Sélection

FILMS POLITIQUES

1900 : Gaumont Richelieu (2") - Quintette (5") - Haute-feuille et Montparnasse 83 (6") - Concorde (8") - Gaumont Sud (14") - Wepler (18") - Gambetta (20").

Cadavres exquis : Les Cinoches de Saint-Germain (6") - Marbeuf (8") - Paramount Opéra (9") - Paramount Montparnasse (14").

L'honneur perdu de Katharina Blum : Luxembourg (6").

Les sentiers de la gloire : Châtelet Victoria (1"), à 18 h.

AUTRES FILMS

L'apprentissage de Duddy Kravitz : Olympic (14").

Au fil du temps : Marais (4").

Cria Cuervos : Saint-Germain Huchette (5") - Elysées Lincoln (8") - Saint-Lazare Pasquier (8") - 14 Juillet (11") - Montparnasse Pathé 74 et PLM Saint-Jacques (14") - Victor-Hugo (16").

2001 : l'odyssée de l'espace : Studio Contrescarpe (5") - Elysées Point Show et Madeleine (8") - Trois Murat (16") - Clichy Pathé (18") - Gambetta (20").

Le lauréat : Rio Opéra (2"). Studio Médicis (5") - Marbeuf (8") - Grand Pavois (15").

Mes chers amis : Quartier Latin (5") - Dragon (6") - Elysées Lincoln, Monte Carlo et Saint-Lazare Pasquier (8") - Français (9") - Nation (12") - Montparnasse 74 (14") - Convention (15") - Mayfair (16") - Caravelle (18").

Next stop, Greenwich village : Trois Murat (16").

Nous nous sommes tant aimés : Grands Augustins (6") - Marbeuf (8").

Orfeu Negro : Kinopanorama (15").

Taxi driver : Capri (2") - Jean-Cocteau (5") - Arlequin (6") - Marbeuf (8") - Secrétan (19").

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Studio Rivoli (1") - Odéon (6") - Publicis Matignon (8") - Jean-Renoir (9") - Paramount Gaîté (14").

L'argent de poche : Les cinoches de Saint-Germain (6").

Docteur Françoise Gailland : Paris Loisirs Bowling (18").

Hiroshima, mon amour : Studio Galande (5") - Denfert (14").

Little big man : La Clef (5").

On achève bien les chevaux : Studio Bertrand (7").

Parfum de femme : Centre Culturel du Marais (3").

Un été 42 : La Clef (5"), à 12 h et 24 h.

Signalons que le festival **Shakespeare filmé par Laurence Olivier** reprend au Gît-le-Cœur (6") : **Hamlet**, les mercredis et samedis ; **Henry V**, les vendredis et lundis ; **Richard III**, les jeudis, dimanches et mardis.

POUR SE DISTRAIRE

Vera Cruz : Maillot Palace (17").

Signalons les festivals : **Woody Allen**, au Studio Logos (5") - **Buster Keaton**, au Marais (4") - **Les Marx Brothers**, à la Boîte à Films (17").

FILMS FILMS

ACTES DE MARUSIA

de Miguel LITTIN

Réalisé au Mexique par Miguel Littin, un cinéaste chilien exilé depuis le coup d'Etat de Pinochet, **Actes de Marusia** est une histoire de « salpêtre et de sang », celle de la terrible répression menée en 1907 par l'armée chilienne contre les travailleurs des mines de salpêtre en grève, dans le nord du pays, à Marusia, centre minier propriété d'une compagnie anglaise.

L'assassinat d'un contre-maître est à l'origine du conflit. L'ouvrier soupçonné de ce meurtre est arrêté, exécuté sans jugement. Un de ses amis le venge. C'est le début d'une répression qui s'accroît parallèlement à la résistance des mineurs. Leur détermination arrive dans un premier temps à venir à bout de la troupe stationnée à Marusia. Mais l'arrivée des renforts militaires fait de Marusia un champ de bataille dévasté — un champ de mort pour les mineurs et leurs familles. L'Etat chilien et la

compagnie minière préfèrent voir toutes les installations de Marusia détruites, plutôt que de prendre le risque que la révolte s'étende aux cent mille mineurs du nord du Chili.

Actes de Marusia raconte la terrible condition du prolétariat chilien au début du siècle, prolétariat soumis à une exploitation sans vergogne dans cette Amérique latine où le capital étranger est roi, prolétariat encore inorganisé où s'affrontent pourtant déjà le militant qui croit en la négociation et celui qui pense que le combat contre les forces de répression est inévitable.

Bien que l'action de ce film se déroule en 1907, on ne peut le voir sans se référer constamment au Chili d'aujourd'hui. Ces images sanglantes de répression, de tortures, de fusillades et de mort, qui occupent la plus grande partie du film, sont, pour les spectateurs, des images actuelles. Elles évoquent, autant que les travailleurs et les militants chiliens de 1907, ceux d'aujourd'hui,

soumis à la même répression.

La défaite des mineurs de Marusia, Miguel Littin l'attribue à l'impréparation de la classe ouvrière, à son inorganisation, à son isolement face à la force des bandes armées du Capital, de l'armée au service des possédants chiliens et étrangers.

Mais l'on peut relever un certain nombre d'incohérences, d'invéraisemblances, toutes destinées à prouver que la classe ouvrière était alors complètement inorganisée.

Ainsi, ces ouvriers, ces femmes, qu'on nous montre capables de se suicider à la dynamite pour arrêter les soldats, semblent, au moment du combat final, avoir oublié d'utiliser leur réserve de dynamite ! Ces mineurs, capables de décider de faire grève, d'élire un comité de grève et de résister alors qu'ils savent que la répression sera atroce et inéluctable, semblent, au moment crucial, incapables de la moindre décision collective.

Et cette exagération dans l'inorganisation des travailleurs

n'est certainement pas une simple maladresse de la part de Littin. Elle sert, pense-t-il sans doute (mais à tort), à mieux faire passer son message : « La classe ouvrière doit s'organiser, elle doit s'unir. » A tort, car l'échec et la répression ne sont pas en eux-mêmes suffisants pour faire avancer la conscience du prolétariat. Et l'on sort du film bien plus abasourdi par la violence de la répression que conscient du « message » de Littin.

Mais, et cela est encore plus critiquable, il y a dans **Actes de Marusia** une véritable es-croquerie politique due au parallèle que Littin entend faire entre le Chili de 1907 et celui de 1976.

« Il fallait trouver le moyen de raconter le drame chilien dans une perspective historique. » « Cette histoire de salpêtre et de sang... cerne les origines de la répression et du fascisme au Chili », affirme le réalisateur. Mais si l'impréparation de la classe ouvrière

BARRY LYNDON

de Stanley KUBRICK

Le film, inspiré par le roman de l'auteur anglais T. H. White, raconte la vertigineuse ascension au XVIII^e siècle (et la chute non moins vertigineuse) d'un jeune arriviste d'origine irlandaise qui parvient, à force d'ingéniosité et de cynisme, au faite de la fortune, sinon des honneurs.

Tout d'abord soldat dans les armées du roi d'Angleterre, puis dans celles du roi de Prusse, il découvre, au cours de la « guerre en dentelles », la morgue des officiers aristocrates, leur incompétence et leur insouciance devant les carnages inutiles, leur cruauté et leur mépris pour l'homme de troupe. Lorsqu'il peut quitter l'uniforme, Barry a perdu tous les sentiments généreux et désintéressés qui l'animaient jadis, et il ne cherche plus qu'à profiter de la vie par tous les moyens.

Les aventures de Barry Lyndon se déroulent de 1760 à 1789. Dans les pays d'Europe que traversent notre héros, la « bonne société » se compose de princes et de marquis veules, paresseux, futiles, dont la seule occupation consiste à dépenser leur fortune de la façon la plus extravagante possible. Au milieu de ce petit



monde figé dans une étiquette parfaitement ridicule, se glissent des aventuriers sans titre ni fortune, mais suffisamment malins pour singer les habitudes des aristocrates et détourner à leur profit une partie des richesses qu'on étale avec autant d'impudence.

Barry est de ceux-là. Il séduit puis épouse la riche veuve de Lord Lyndon et connaît pendant quelques années la vie dispendieuse d'un grand aristocrate anglais. Malgré sa

fortune nouvellement acquise, nul, parmi les véritables nobles bourrés de titres et de prétention, n'oublie ses origines de paysan irlandais. Et l'heure arrive où le parvenu Barry Lyndon est enfin rappelé à son véritable rang. Chassé de la bonne société, prié de s'installer hors d'Angleterre, il finira ses jours dans son pays natal, vivant d'une petite rente que son aristocratique épouse consent à lui verser.

Grande aventure, tableau de

mœurs sur la société du XVIII^e siècle, **Barry Lyndon** est l'un et l'autre à la fois. Mille petites scènes qui constituent la mosaïque du film expriment avec ironie, parfois avec cruauté, les travers d'une société que le vent de la Révolution de 1789 qui se lève en France allait bientôt bouleverser.

Attention, la projection dure trois heures et demie, mais on ne le regrette pas !

Hélène DURY.

LUTTE OUVRIERE



était peut-être vraie en 1907, en 1976, trois ans après le coup d'Etat de Pinochet, faire passer ce « message » pour le Chili d'aujourd'hui, c'est une façon d'éviter de poser le problème de la politique du gou-

vernement d'Unité Populaire et de la façon dont il a désarmé les travailleurs qui lui ont fait confiance.

Et c'est justement parce qu'on se sent profondément bouleversé par cette représ-

sion et solidaire de ces travailleurs, de ces femmes qui meurent avec dignité, que l'on sort insatisfait et même un peu irrité de la projection de ce film.

Sylvie FRIEDMAN.

DIX PETITS NÈGRES

de Peter COLLINSON

Dix personnes, auteurs de crimes restés impunis, se retrouvent invités dans une demeure coupée de tout, où elles tombent une à une sous les coups d'un mystérieux justicier. Ce film de Peter Collinson est, dans ses grandes lignes, fidèle à la trame

de l'œuvre d'Agatha Christie, un des classiques du roman policier. Mais, contrairement au livre, ce film ne permet même pas, malgré l'accumulation de cadavres, de tuer sans peine une soirée. Car, tout comme l'adaptation, les personnages restent trop falots pour

que l'on s'attache vraiment à eux et que l'on soit pris par l'horreur que devrait inspirer la tragique situation.

Bref, un film mal fait, dans lequel il ne reste plus qu'un ennuyeux massacre.

Alain LEMOINE.

GRIZZLY

de W. GIRDLER

Dans un parc national américain, un ours grizzly apparaît (on ne sait pas bien d'où) et commence (on voit mal pourquoi) à faire des ravages parmi les campeurs. Le sang coule par de longues estafilades sous les griffes de l'ours. Le directeur du parc veut capturer la bête pour la remettre

en liberté plus loin (car c'est un écologiste). Le responsable administratif veut sa photo dans le journal. Le spécialiste des ours veut aller à la chasse avec une carabine à sonifère. Tandis que le Grizzly continue ses chasses à la femme (qu'il a l'air de préférer). Jusqu'à ce que l'écologiste

ami des bêtes lui envoie une grande giclée de bazooka, après l'avoir poursuivi en hélicoptère.

Fin réservée aux seuls spectateurs courageux : ceux qui auront résisté à une heure et demie d'inepties sans avoir quitté la salle.

T. L.

sélection

Samedi 18 septembre

ANTENNE 2 - 17 h 10 - **C'est pour rire**, nouvelle émission proposée par Michel Lancelot, au cours de laquelle seront projetés des extraits de films de Louis de Funès, un numéro des Frères Ennemis, des sketches comiques, etc.

Dimanche 19 septembre

ANTENNE 2 - 14 h 50 - Film : **Geneviève**, de Henry Cornelius. Les aventures comiques d'un homme et de sa voiture, **Geneviève**, une Darracq 1904.

ANTENNE 2 - 16 h 15 - **Des animaux et des hommes** propose, entre autres séquences un document sur le cerf.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : **le castor américain**.

TF1 - 20 h 30 - Film : **Compte à rebours**, de Roger Pigaut, avec Serge Reggiani, Simone Signoret et Charles Vanel. Film policier.

ANTENNE 2 - 22 h 05 - Un nouvel épisode du feuilleton **La dynastie des Forsyte**, intitulé **Rencontre**.

Lundi 20 septembre

FR3 - 20 h 30 - Film : **La décade prodigieuse**, de Claude Chabrol, avec Marlène Jobert, Orson Welles, Michel Piccoli, etc. Film policier.

TF1 - 21 h 55 - **Pour le cinéma**. Une émission de Frédéric Rossif, avec des extraits de films récents.

Mardi 21 septembre

TF1 - 20 h 30 - Reportage : **Terre Adèle**. Un voyage au Pôle sud avec Paul-Emile Victor.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les dossiers de l'écran présentent la troisième partie d'un film TV américain, **Q B VII** pour introduire le débat sur **Les bouchers en blouse blanche**, c'est-à-dire les médecins SS des camps de concentration nazis. Participeront au débat d'anciens déportés.

TF1 - 22 h 35 - **Reflets de la danse**. Emission consacrée au Pilobolus Dance Theater, troupe de danse moderne.

Mercredi 22 septembre

FR3 - 20 h 30 - Film TV : **Le dernier des Camarguais**. Evocation de la Camargue, que le tourisme risque de détruire. Le scénario de cette production est d'Yvan Audouard, la musique en est de Georges Brassens.

ANTENNE 2 - 22 h - Con-

cert : l'Orchestre National de France interprète le **Concerto pour piano n° 1** de Brahms.

Jeudi 23 septembre

TF1 - 20 h 30 - Dramatique : **La vie de Marianne**. Ce feuilleton en six épisodes est tiré du roman inachevé de Marivaux qui porte le même titre.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film : **On achève bien les chevaux**, de Sydney Pollack, avec Jane Fonda, d'après le roman d'Horace Mac Coy. Dans les Etats-Unis touchés par la grande crise de 1929, on organise des marathons de la danse. Poursuivis par le chômage et la misère les concurrents sont nombreux. A voir absolument.

TF1 - 21 h 20 - **60 minutes pour convaincre**. Françoise Giroud, ex-secrétaire d'Etat à la Condition féminine, passée au secrétariat d'Etat à la Culture, a la lourde tâche de nous convaincre que « **les Français méritent la vérité** ». En plus d'un an, elle ne nous a pas convaincus, dans ses fonctions ministérielles. Alors, soixante minutes ce soir à la télé, c'est court ! Mais est-ce bien les citoyens qu'il faut convaincre qu'il ne faut pas tricher ? Françoise Giroud devrait s'adresser à ses collègues du gouvernement. Cette émission prouve en tout cas que la TV ne manque pas toujours d'humour. Est-il volontaire ?

Vendredi 24 septembre

FR3 - 20 h 30 - Vendredi, service public : **La médecine générale : quelle qualité ?** Un débat auquel participent médecins et responsables au ministère de la Santé.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes** - **La médecine auscultée**, avec Igor Barrère, Pierre Desgraupes et Etienne Lalou (qui produisent depuis vingt-trois ans une émission médicale à la TV, qui viennent de publier **En direct de la médecine**, chez Stock), Lucien Israel (cancérologue, auteur de **Le cancer aujourd'hui**), etc.

Samedi 25 septembre

FR3 - 20 h - Thalassa, magazine de la mer : **La mer amie ou ennemie de Venise ?**

FR3 - 20 h 30 - **Cavalleria Rusticana**, opéra de Mascagni, par la Scala de Milan dirigée par Herbert von Karajan.

LES GRANDES MANŒUVRES DE KISSINGER EN AFRIQUE

Jamais la diplomatie américaine ne s'est autant préoccupée de l'Afrique Australe que depuis quelques semaines. Kissinger multiplie les rencontres et les déclarations. Il vient de faire une tournée dans la région pour rencontrer successivement les dirigeants de la Tanzanie, de la Zambie et de l'Afrique du Sud.

Cette agitation est à la mesure de l'appréhension de l'impérialisme américain. Les principaux piliers sur lesquels était bâti l'ordre impérialiste antérieur dans la région, ou bien se sont déjà effondrés, ou bien sont menacés d'effondrement. Il faut en trouver d'autres. Et pour commencer il faut déblayer le terrain. C'est cette double préoccupation qui guide le périple africain de Kissinger.

Déblayer le terrain signi-

fie, dans l'ordre d'urgence, se débarrasser du régime ségrégationniste minoritaire des « petits Blancs » de la Rhodésie. Puis, parvenir à convaincre l'Afrique du Sud de lâcher la Namibie, théoriquement destinée à devenir indépendante mais qui, pratiquement, est mise en coupe réglée par l'Afrique du Sud. Enfin, il s'agit de faire en sorte que le régime raciste de Prétoria accepte d'assouplir le système de l'Apartheid.

L'impérialisme américain n'avait rien à redire dans le passé à ce que quelque trois cent mille Blancs de Rhodésie imposent leur loi à six millions d'Africains. Il ne trouvait rien à redire à la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Ces deux régimes s'intégraient dans un système dont le troisiè-

me pilier était le colonialisme portugais, qui dominait alors l'Angola et le Mozambique. L'ensemble parvenait à maintenir l'ordre et le bon déroulement de l'exploitation dans ces pays où les intérêts américains sont importants. Cet ordre était un ordre barbare, inhumain, mais ce n'était pas l'affaire de l'impérialisme américain, tant qu'il était efficace. Or ce n'est plus le cas.

Le colonialisme portugais s'est effondré. Le régime de Rhodésie ne fait pas le poids, malgré la férocité de la répression, face au mouvement d'émancipation nationale. La situation est à peu près similaire en Namibie.

Et voilà maintenant que le bastion le plus puissant du système, l'Afrique du Sud, est lui-même secoué

par la vague de révoltes contre l'Apartheid qui ne s'arrête plus depuis juin.

Le danger est double pour l'impérialisme américain. D'une part, l'instabilité politique menace le déroulement sans heurt de l'exploitation. D'autre part, laisser s'installer un régime de tension en Afrique Australe risque de favoriser le jeu de l'Union Soviétique.

Tirant les conséquences de cette situation, l'impérialisme américain est en train de signifier à Ian Smith qu'il est congédié. Non sans indemnité : les Etats-Unis sont prêts à débloquer quelque deux millions de dollars pour aider les « petits Blancs » à aller se réinstaller ailleurs.

Parallèlement, le rôle de Kissinger est d'assurer la

transition du régime raciste minoritaire vers un régime dirigé par des Africains de confiance dans le style de Mobutu. Il s'agit de les trouver, de leur faciliter la tâche en désamorçant par avance toute surenchère du côté des pays voisins. D'où la rencontre avec le président de la Tanzanie, plus ou moins mandaté par les régimes à réputation progressiste de la région.

L'impérialisme américain est pressé de trouver une solution. Et il a des raisons de l'être. Car pendant qu'il échafaude ses combinaisons, l'Afrique du Sud s'embrase. Le succès de la grève de trois jours à Johannesburg et son extension au Cap en constituent l'illustration.

Georges KALDY.

AFRIQUE DU SUD

Ce que le gouvernement raciste appelle "faire des concessions"

Parce que les Indiens et les Métis entraînent à leur tour en lutte, et pour essayer d'éviter que leur révolte ne s'ajoute à celle des Noirs, le gouvernement sud-africain vient de décider de leur faire quelques concessions.

En effet les Métis et les Indiens, pourtant considérés comme des privilégiés par le régime, ne sont même pas reconnus comme citoyens. Ils sont obligés d'habiter dans des zones précises qui leur sont assignées, avec leurs écoles et leurs hôpitaux séparés, et

se voient interdire toute relation sexuelle avec des Blancs.

Ce que le gouvernement sud-africain considère comme des concessions c'est, sans toucher à l'Apartheid, d'accorder aux Indiens et aux Métis la citoyenneté sud-africaine, de leur permettre d'ouvrir des entreprises dans la plupart des zones industrielles et de participer, pour les Métis, « sur des bases égalitaires, aux conférences scientifiques et artistiques. Lors de telles réunions, les repas et rafraichissements seront servis en com-

mun ».

Il a fallu que trois mois de révolte inquiètent le régime raciste, pour qu'il consente même à ce type de concessions !

Elles feront peut-être dresser les cheveux sur la tête aux racistes d'Afrique du Sud. Mais on peut être sûr qu'elles ne suffiront pas à endiguer la révolte des lycéens, qui continuent à manifester dans la province du Cap et qui demandent l'abolition totale de la politique d'Apartheid et le droit de vote pour tous.

Sylvie FRIEDMAN.

CORSE :

la répression s'amplifie

Après l'arrestation de quatorze personnes, à la suite de la destruction le 7 septembre d'un avion sur l'aérodrome d'Ajaccio, la police vient de procéder à un nouveau coup de filet.

Trois militants autonomistes, dont Pierre-Antoine Murati (61 ans !), secrétaire fédéral du PSU pour la Corse, ont été incarcérés à la prison des Baumettes, près de Marseille.

Visiblement, le gouvernement a décidé, cette fois, de réagir. Il faut dire qu'en faisant sauter un boeing d'Air-France à l'issue d'une manifestation de transporteurs, le FNL s'attaquait quasi directement aux autorités et sortait quelque peu du cadre des attentats perpétrés contre les installations de rapatriés.

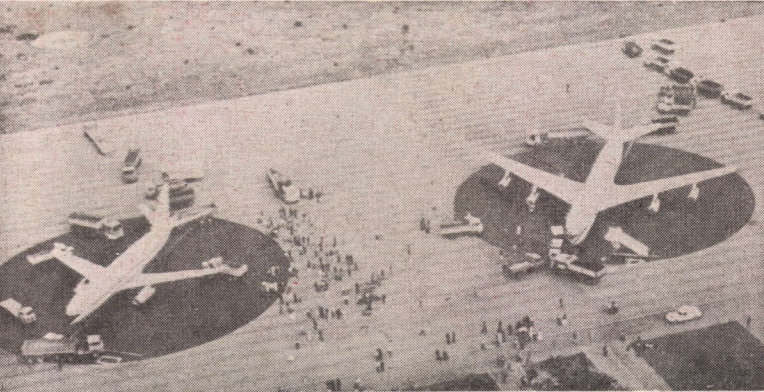
La relative fermeté du gouver-

nement s'explique aussi sans doute par le mécontentement qui règne en Corse dans une partie de la population qui rend les terroristes responsables de la désaffection des touristes pour l'île cet été. Pour les élus locaux contestés par les autonomistes, comme par le gouvernement, il semble que le moment soit bien choisi pour se débarrasser des contestataires.

Reste à savoir si le calcul est juste et si la répression actuelle n'entraînera pas l'effet inverse de celui recherché.

En attendant, le piètre résultat de la mauvaise saison touristique s'ajoute à toutes les autres causes de mécontentement et aux conséquences de la crise sur une économie déjà bien malade.

André VICTOR.



La manifestation des transporteurs de Strada Corsa.

(AFP)

Sanford réélu en Polynésie : une gifle pour le gouvernement

La Polynésie dite française a depuis quelques années vu grandir des mouvements d'opposition à la présence coloniale française, surtout depuis les tirs atomiques de Mururoa. Le statut de Territoire d'Outre-Mer est de plus en plus contesté. A tel point que les élus locaux, tel le député Sanford, ont jugé bon de se mettre à la tête du mouvement afin de le maintenir dans la limite des revendications autonomistes et probablement de désamorcer toute tentative d'indépendance.

Pour prouver au gouvernement

français que la population est derrière lui et sans doute que la meilleure solution qui maintienne les intérêts français c'est encore l'autonomie interne, Sanford a démissionné de son poste de député pour provoquer de nouvelles élections, auxquelles il s'est représenté. A ce nouveau scrutin, tous les candidats rejetaient la départementalisation, l'un d'eux se présentant même pour l'indépendance. Sanford a été réélu avec 55,74 % des voix, ce qui montre que l'ère coloniale est close et que les Polynésiens ne

veulent plus être sous la domination d'un gouverneur venu de la métropole.

Bien sûr, le courant pour une indépendance immédiate est faible, puisque son candidat n'a obtenu que 1,69 % des voix. Mais au travers du vote massif pour l'autonomie, les Polynésiens viennent de donner une gifle au gouvernement, une gifle qui signifie la volonté des Polynésiens de gérer leurs affaires eux-mêmes.

Alain LEMART.